

Origines CONTRÔLÉES

- QUARTIERS ET EXPRESSION POLITIQUE
- MEMOIRE DES LUTTES DE L'IMMIGRATION
(MTA, Foyers Sonacotra, Convergence)
- LES CHANSONS DE L'IMMIGRATION
- LE FESTIVAL 2005

SOMMAIRE

EDITO

1



- | | | |
|--|----------------------|---|
| ■ Quartiers : désert et bouillonnement politique | par Nordine Cherfi | 2 |
| ■ L'héritage de Sayad | par Abdellali Hajjat | 5 |
| ■ L'universel républicain selon Taubira | par Nordine Cherfi | 6 |
| ■ Nacira Guénif : le garçon arabe forcément coupable | par Nordine Cherfi | 8 |



- | | | |
|--|----------------------|----|
| DOSSIER Mémoires des luttes de l'immigration, immigrés en lutte | | 10 |
| ■ L'expérience politique du MTA | par Abdellali Hajjat | 11 |
| ■ Foyers Sonacotra | par Abdellali Hajjat | 15 |
| ■ Convergence 1984 pour l'égalité | par Élérika Leroy | 18 |



- | | | |
|--|-------------------------|----|
| DOSSIER Les chansons de l'immigration | | 24 |
| ■ La chanson dans l'immigration | par Mogniss H. Abdallah | 24 |
| ■ Slimane Azem, une légende de l'exil | | 26 |



- | | | |
|--|-------------------------|----|
| ■ Porte des Outre-mers | par Pascal Blanchard | 28 |
| ■ Miroir médiatique et aléas de la mémoire | par Mogniss H. Abdallah | 30 |



Revue Origines Contrôlées 2, éditée par Tactikollectif, soutenue par le FASILD

Élérika Leroy, Mélanie Plazanet, Nordine Cherfi, Claude Faber, Salah Amokrane, Mogniss Abdallah, Abdellali Hajjat, Pascal Blanchard.

Remerciements à Bob Connand, Mogniss Abdallah et l'agence Im'Média, Abdellali Hajjat et Ici et Là-bas, Driss El Yazami et Génériques, Hafid El Alaoui, Emilie Roman, Pascal Blanchard, Réjane Ereau pour sa traque et pour avoir trouvé le nom «Origines contrôlées», Christian «le meilleur ami des chiffres» et Tayeb «au régime contrôlé». Pour le festival, merci aux bénévoles et à la 404.

Plus d'informations sur le site www.origines-controlees.org

Photos Une et Editorial : Bob Connand



Réalisation Imprimerie 34 - Toulouse

Il est impossible d'isoler l'édition 2005 d'«Origines Contrôlées» du contexte dans lequel elle s'est déroulée. Le festival a eu lieu à peine un mois après les révoltes des quartiers populaires qui ont secoué la France en novembre 2005. Cette situation a évidemment percuté de plein fouet les différentes thématiques.

Ces événements violents, que l'on préfère qualifier de révoltes, ont été plus surprenants par leur caractère national que par leur nature. Malheureusement, pour ne prendre que l'exemple toulousain, ces incidents ne sont pas une première : déjà au mois d'avril 2005, le Mirail avait connu le même niveau de tension. A l'automne 2005, nos quartiers ont pris feu. Beaucoup ont imaginé que la question sécuritaire prenait de nouveau le pas sur le restant des préoccupations populaires, effaçant les questions sociales. Un état d'urgence de l'époque coloniale a même été établi.

Pourtant, cette révolte était aussi une réponse aux politiques économiques, antisociales, discriminatoires et sécuritaires, menées par les gouvernements successifs. La politique était bel et bien présente dans les trois semaines de troubles du mois de novembre. D'ailleurs, si beaucoup d'habitants de ces quartiers n'ont pas approuvé les formes prises par la colère des jeunes, beaucoup en ont bien compris les raisons. Celles et ceux qui vivent ou travaillent dans ces quartiers connaissent les réalités de vie et alertent régulièrement sur leur dégradation. A une situation sociale et économique déjà dramatique, s'ajoutent des carences en interventions sociales, éducatives et culturelles, ainsi qu'une baisse des crédits affectés à ces quartiers. Sans oublier les discriminations subies par les jeunes français issus de l'immigration.

Pour bien comprendre le niveau de tension que nous avons connu, il faut avoir conscience de l'ampleur du phénomène, vécu par beaucoup comme une véritable barrière à un emploi stable, -sans lequel il est difficile d'envisager un projet de vie. Ces facteurs cumulés (chômage, précarisation, racisme, ségrégation urbaine, scolaire...) ont engendré une bombe sociale, qui n'attendait plus que son détonateur. Les moyens choisis par les jeunes pour exprimer leur colère ne sont évidemment pas les bons et ne doivent pas être cautionnés, mais chacun doit se sentir interpellé par ces événements. Les grilles d'analyse des causes profondes de cette éruption de colère et de violence sont à élaborer en détail et, surtout, à partager. Un des éléments qui semble particulièrement important à prendre en compte est l'absence de relais efficaces pour organiser et relayer la parole des jeunes. Aucune organisation quelle qu'elle soit (associative, politique, institutionnelle, ou même religieuse), n'a été en mesure de se positionner comme relais potentiel (à quelques exceptions locales près).

Au-delà des faits eux-mêmes, ces émeutes dans les banlieues populaires illustrent l'immense besoin d'expression de toute une population marginalisée depuis des décennies. Elles met-

tent en lumière la nécessité de construire une nouvelle dynamique dans ces quartiers, sans laquelle la ségrégation spatiale, économique et politique s'accroîtra pour produire de nouvelles tensions.

Contrairement à l'idée répandue du «désert politique» des quartiers populaires, et à la caricature de certains discours politiques sur la nature ethnique des problèmes, ces quartiers et leurs habitants sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Après plus de tant d'années d'expériences politiques, associatives dans ces quartiers, celles-ci doivent être révélées et valorisées pour construire une culture politique qui manque cruellement dans les cités.

Un des enjeux politiques majeurs est celui de la transmission d'une histoire politique des banlieues et de l'histoire de l'immigration largement méconnue par les plus jeunes mais aussi par une grande partie de la société.

Comme le dit Abdellali Hajjat, convaincu de la nécessité de travailler autour de l'histoire des luttes. «*Le mythe de l'échine courbée, où les hommes et les femmes immigrés ne font que bais-*



ser la tête et raser les murs, a la vie dure jusqu'à nos jours. Le dossier de cette revue vise à fournir des éclairages sur les mobilisations politiques portées par des immigrés en France : la grève des foyers Sonacotra, le Mouvement des travailleurs arabes et les luttes syndicales de travailleurs immigrés. En effet, les luttes de l'immigration n'ont pas commencé en 1983 par la Marche pour l'égalité et contre le racisme, comme certains marcheurs ont eu tendance à le dire. Sans parler du rôle central des immigrés dans les luttes anticolonialistes, les années 1960-1970 ont été une période de véritable foisonnement politique».

Durant l'année électorale, l'immigration jouera un rôle, le mauvais, alors peut-être faut-il s'aménager des espaces de raison et de réflexion pour soutenir l'idée d'une intervention politique moins démagogue. C'est à cette tâche que le festival «Origines Contrôlées» et sa revue tente modestement de contribuer.

Quartiers : entre désert et bouillonnement politique

NORDINE CHERFI

Texte tiré du débat proposé au festival «Origines Contrôlées» 2005.

«30 ans de lutte de l'immigration...Mouvements des Travailleurs Arabes, marches pour l'égalité, luttes de sans-papier, engagements quotidiens...Etat des lieux de la situation sociale et politique des Français issus de l'immigration post coloniale », avec Dominique Vidal : (co-auteur du livre *Le mal être arabe*, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*) et Mogniss H. Abdallah (journaliste, producteur de films documentaires, fondateur de l'agence *Im'média*, auteur de *J'y suis, j'y reste, les luttes de l'immigration depuis les années 60*).

Débat en intégralité sur www.origines-controlees.org



Bouna Traoré et Ziad Benna.
27 octobre 2005.
Clichy-sous-Bois.

Qui a dit que le militantisme n'existait plus dans les quartiers ? Sous des formes diverses, les habitants s'organisent. À défaut de vraiment s'impliquer dans les banlieues, les partis politiques traditionnels n'ont qu'à bien se tenir.

Et si les émeutes dans les quartiers avaient des vertus politiques ? Il y a quelques années, poser la question aurait relevé, au mieux, de la provocation, au pire, de l'incitation à la révolte généralisée. Aujourd'hui, ce constat est partagé par tous les acteurs non politiques de la banlieue ; aussi bien les éducateurs, les sociologues, les observateurs, que les habitants eux-mêmes. Entre les premières violences de 1981 et les dernières émeutes de 2005, les regards ont changé, jusqu'à déceler une revendication citoyenne dans ce qui aurait pu apparaître comme du vandalisme le plus gratuit.

Les événements de Clichy-sous-Bois du 27 octobre 2005 témoignent d'une vraie évolution dans ce domaine. Ce jour-là, deux adolescents sont poursuivis par la police alors qu'ils jouent paisiblement tout près de leur immeuble. De peur, ils se réfugient dans un local d'EDF. Zyed et Bouna, affolés, ne comprennent pas l'acharnement des gardiens de la paix à les poursuivre. Ils n'ont pas conscience non plus du danger à se retrouver là, au contact de systèmes électriques à tout moment mortels. Taraudés par la crainte de policiers menaçants, ils meurent électrocutés, sans que les secours ne parviennent à les ranimer. De là, naissent les fameuses émeutes de novembre 2005 nourries de violences, de dégradations, d'affrontements avec les CRS. Comme une contagion, jour après jour, toutes les villes sont touchées, l'événement local prend une dimension nationale, voire internationale, via les médias étrangers. La France est en feu !

Sarkozy détonateur

Dans sa contribution à l'édition d'Origines Contrôlées consacrée au 30 ans de lutte de

l'immigration, Dominique Vidal, journaliste au Monde Diplomatique, pointe la responsabilité écrasante du ministre de l'Intérieur, qui reprend à son compte la thèse d'une tentative de cambriolage des deux adolescents pour expliquer l'intervention des policiers. «*Le détonateur, dans l'explosion des banlieues que nous venons de vivre, s'appelle indiscutablement Nicolas Sarkozy. Quand il a annoncé le nettoyage au karcher de la racaille des banlieues, il a donné le feu vert à des provocations policières sur le terrain*». Et d'évoquer les insultes lancées par les forces de l'ordre contre des mères de famille, les bombes lacrymogènes jetées aux abords de la mosquée Bilal, à Clichy-sous-Bois. Tout cela, au nom d'une ambition présidentielle mal canalisée. D'autres vont encore plus loin en estimant que si les expressions «racaille» et «karcher» avaient été prononcées par Le Pen, elles auraient été dénoncées comme des appels à la haine et au nettoyage ethnique. Au nom de cet appétit irrésistible, le candidat putatif se hasarde à certifier que 80 % des jeunes déferés seraient bien connus des services de police. Dans le Figaro du 19 novembre 2005, Jean-Pierre Rosencsveig, juge des enfants à Bobigny, vient démentir les contre-vérités de Nicolas Sarkozy en précisant que sur 95 mineurs, seuls 17 étaient déjà recensés, «*et encore, quelques-uns étaient connus non pas pour des faits de délinquance, mais parce qu'ils faisaient l'objet d'une mesure d'assistance éducative pour enfants en danger*». Invité à s'exprimer sur le thème des luttes de l'immigration, le journaliste Mogniss Abdallah insiste, lui, sur la stratégie de double discours, notamment sur la double peine qu'il abroge dans les textes, et applique sans vergogne au quotidien.

Si le Ministre de l'Intérieur n'est pas épargné, la gauche en général et le parti socialiste en particulier subit à peu près le même sort. Les



intervenants mettent en avant l'inconséquence du PS vis-à-vis des enjeux représentés par les quartiers en difficulté. Si les reproches ne datent pas d'aujourd'hui, Malek Boutih, secrétaire national à l'intégration du Parti socialiste en prend pour son grade. Dominique Vidal étaye le programme concocté, par ses soins, en direction des populations issues de l'immigration : stage de sélection dans les pays d'origine, instauration de quotas, arrêt du regroupement familial, possibilité de supprimer la double nationalité, carte de séjour à géométrie variable. Et le journaliste du "Diplo" de conclure que décidément «à côté de Nicolas Sarkozy, Malek Boutih fait franchement réac».

Une gauche lointaine

En vérité, les tensions dans les quartiers semblent se répéter d'année en année sans grands changements. Comme une machine infernale, la répression policière répond à la délinquance tout d'un coup en irruption. Au milieu de cette logique, les habitants se débattent ; longtemps ils ont cru pouvoir compter sur les structures partisans existantes. En vain. Aujourd'hui, la gauche est mise

en accusation par les acteurs sociaux et la jeunesse elle-même. Abdellali Hajjat, chercheur en sciences humaines, enfonce le clou en faisant un descriptif peu glorieux de la gauche dans les quartiers : *«De nombreux militants issus de l'immigration post-coloniale ont tenté d'entrer dans des partis politiques non gouvernementaux (Verts, LCR), mais cette expérience est devenue une impasse : les contradictions entre les discours politiques et la pratique militante les ont conduits à désertier ces partis. C'est par exemple le cas de Sakina Bakha, élue au conseil régional de Rhône-Alpes, qui a pu constater les pratiques xénophobes ou paternalistes de certains élus soi-disant de gauche»*. Quant au mouvement altermondialiste, il brille par son absence auprès des populations reléguées des villes.

L'impossibilité chronique de s'intégrer dans les formations classiques, y compris à gauche, donne la véritable sensation qu'elles ont déserté le terrain politique dans les banlieues. Les associations se multiplient et tentent de prendre le relais des partis politiques qui oscillent entre pressions, subventions et menaces de ne plus financer. Dans ce climat de désillusion massive, déjà ancien, se constituent dans les quartiers, dès la fin des années 1980, de nombreuses associations confes-

Transformateur électrique. Clichy sous bois. novembre 2005. (Image tirée du blog mortpourrien.skyblog.com)

sionnelles, musulmanes en particulier. Les questions politiques et sociales sont occultées au profit de considérations religieuses et morales. De nouveaux organes médiatiques s'imposent comme les radios spécifiquement destinées aux populations d'origine immigrée : Radio Soleil ou Beur FM. La dépolitisation fait son œuvre. Même le rap ne parvient à en endiguer la perte des repères politiques et citoyens. L'argent roi comme revanche à la misère, le sexisme récurrent dans les textes, fait trop souvent office de credo indépassable. Quant à la minorité qui parvient à sortir son épingle du jeu englué, elle préfère s'évader des cités de relégation de peur d'être, à son tour, emportée par le tsunami social dévastateur. Finalement, même les militants les plus actifs, par un réflexe de survie, finissent par se ranger en laissant les populations des quartiers livrées à l'abandon.

Du bon usage de la révolte

Comment s'étonner alors des secousses à la chaîne ? Comment s'indigner quand tous les relais s'affaissent les uns après les autres ? Les émeutes ne se révèlent-elles pas plus efficaces que toutes les plaintes citoyennes vouées à l'oubli ? Propos irresponsables ? Tant pis, Yazid Kherfi, travail social et ex-brasseur, n'est pas loin de le penser : «*Il n'y a plus personne pour tenir les petits. Ça a donné les émeutes de Mantes, des Mureaux, de Sartrouville. Au même moment, en 1991, le ministère de la Ville a été créé et l'argent arrivait. Les petits disaient : en un an à peine, en brûlant, en cassant, on a reçu plus de l'Etat que vous en plusieurs années de militantisme*». De la même manière, les événements de novembre 2005, avec leurs lots de violences civiles larvées, ont-ils fait prendre conscience aux politiques de l'immense discrimination dont sont victimes des millions de citoyens

français -jusqu'au président de la République offusqué de constater l'absence de minorités visibles sur les écrans de télévision ? Les institutions publiques semblent n'avancer qu'à coups de crises et de ruptures. Après avoir décrit, dans toute la société, les bouleversements du système productif, le chômage et la précarité de masse conduisant à une décomposition des mobilisations politiques et syndicales traditionnelles, le sociologue Michel Kokoreff observe qu'une autre génération arrivée à maturité, ayant une expérience directe de la vie dans les quartiers. Elle a bénéficié d'une sorte de promotion interne à travers une entrée par le social : métiers de la ville et emplois jeunes». Dans de nombreux quartiers

hexagonaux, des discussions s'ouvrent. Fers de lance de cette nouvelle impulsion, des communes au passé tumultueux comme Vénissieux ou Clichy-sous-Bois. Certains observateurs de la vie en banlieue ressentent les premiers frémissements d'une mobilisation autonome venue d'en bas, de très bas. Et pourquoi pas taquiner du suffrage universel aux élections municipales de 2008 ? Depuis des années, des mouvements comme le MIB ou DiverCité pensent dans la continuité de leur action politique, qu'il est nécessaire d'élaborer un espace politique autonome. Ils sont présents dans les grandes villes, savent se faire entendre malgré un véritable handicap : l'éparpillement des forces. Un détail comparé à une réalité anticitoyenne qui ne veut pas dire son nom : la discrimination électorale. Mogniss Abdallah, lui, la met en avant, en s'indignant : «*Que des Européens puissent voter après six mois de présence en France aux Municipales et, bien sûr aux Européennes, et que des gens considérés comme étrangers, mais présents depuis deux ou trois générations, ne puissent pas voter, est quelque chose de tout à fait choquant !*».



Tract, avril 2006.
<http://atouteslesvictimes.samizdat.net>

Bibliographie

- Dominique Vidal, *Le mal être arabe. Enfants de la colonisation*, Agone, 2005
- Olivier Masclet, *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2005
- Eric Maurin, *Le ghetto français*, Seuil, 2004

L'héritage de Sayad

Abdelmalek Sayad (1933-1998) est né dans un village de petite Kabylie, Aghbala, dans une famille modestement aisée qui, à défaut de disposer d'un grand patrimoine foncier, disposait d'un capital scolaire et culturel élevé. Son arrière-grand-père avait construit une école sur ses propres terres, et son père avait inscrit tous ses enfants à l'école. Sayad a ainsi bénéficié de l'enseignement réservé aux enfants de colons et de notables locaux, ce qui l'a amené au lycée de Bougie, puis à l'école normale des instituteurs de la Bouzaréa à Alger. Jeune instituteur à Alger, il fréquente en même temps la Faculté de Lettres où il rencontre le sociologue Pierre Bourdieu. Son esprit s'ouvre alors sur la sociologie, discipline qui va déterminer son itinéraire universitaire jusqu'à Paris où, arrivé en 1963 juste après l'indépendance de l'Algérie, il devient vacataire au sein du Centre de sociologie européenne, puis directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales en 1977¹.

Depuis sa mort en 1998, plusieurs colloques et numéros de revue ont rendu hommage au **pionnier de l'histoire et de la sociologie de l'émigration-immigration algérienne**, en soulignant le caractère exceptionnel de son travail ethnographique et sociologique. Il était en effet le véritable intellectuel organique de l'immigration algérienne, en ce sens que sa position sociale, celle d'un immigré algérien acculturé à la culture savante, lui a permis d'être l'antenne sensible de toutes les illusions et les souffrances de l'exil. Ses entretiens menés en arabe ou en kabyle, associés à une sociologie d'inspiration bourdieusienne, ont permis de rendre compte de manière inédite des logiques sociales et politiques de l'émigration-immigration. Sa connaissance intime de l'expérience vécue de l'immigration algérienne lui a permis de produire des textes dont la puissance théorique et évocatrice est sans commune mesure avec le reste de la sociologie de l'immigration, dont il fut le premier à critiquer l'enfermement dans la pensée d'Etat, qu'il s'agisse de la pensée économique et de l'idéologie intégrationniste.

Cette proximité inédite donne des analyses qui soulèvent l'émotion chez ceux qui, une fois franchie la difficile barrière du jargon sociologique, ont vécu l'expérience de l'exil dans leur chair. En lisant les lignes de *La malédiction*² et *des enfants illégitimes*³, tout héritier de l'immigration, quelle que

soit sa nationalité, ressent à la fois le malaise de celui à qui l'on révèle des vérités cachées, restées taboues dans l'univers familial, et le sentiment d'une certaine libération de l'esprit, celle de celui qui trouve enfin les mots pour dire son expérience intime.

La force de la sociologie de Sayad réside aussi dans sa véritable dimension subversive de l'ordre national (algérien et français), aspect le plus souvent négligé (pour ne pas dire occulté) par les hommages rendus à Sayad. A travers toute son œuvre, et en particulier dans *Immigration et pensée d'Etat*⁴ (sur la notion de double peine), Sayad interroge tout le discours et la construction de la nation française, fondés sur la division entre national et étranger (à l'exception du cas de l'Algérie coloniale où les «indigènes» étaient des nationaux sans être citoyens), justifiés au nom de l'universel. Toute la critique implicite du principe de l'illégitimité de la présence de l'immigration et du chauvinisme de l'universel (c'est-à-dire de la tension entre des principes universels inclusifs et des principes nationalistes exclusifs) est au cœur de l'analyse de Sayad, n'en déplaise aux institutions qui tentent de légitimer leur politique en citant des extraits parcellaires de son œuvre.

Alors qu'il n'a cessé d'être marginalisé dans le champ universitaire de son vivant, les hommages posthumes se multiplient et les usages politiques des citations de Sayad sont proprement scandaleux. C'est ainsi que certains le citent pour justifier la loi du 15 mars 2004 sur l'interdiction du port de signes religieux à l'école ! La Cité nationale de l'histoire de l'immigration avait inauguré son site internet par une citation de... *Immigration et pensée d'Etat*. Quoi de plus ironique que les tenants de l'histoire officielle de l'immigration convoque Sayad pour se dégager une légitimité morale et scientifique.

Au-delà de ces usages tendancieux, le risque est grand que les hommages ne fructifient pas la pensée de Sayad. Il serait inconcevable d'organiser un colloque sur Bourdieu ou Foucault, sans énoncer des critiques et commentaires de leurs concepts théoriques, de leur méthodologie, bref de leur travail scientifique. Mais c'est possible pour Sayad, au risque de fossiliser une pensée qui gagnerait à être critiquée, développée, appropriée par tous, afin que son projet d'une sociologie de l'émigration-immigration ne reste pas lettre morte.

ABDELLALI HAJJAT

Chercheur en Sciences Humaines, auteur de *Immigration postcoloniale et mémoire*



«Incongru et importun, de trop par-tout, l'immigré oblige à mettre en question non seulement les réactions de rejet qui, tenant l'Etat pour une expression de la nation, prétendent fonder la citoyenneté sur la communauté de langue et de culture, mais aussi la "générosité" assimilationniste qui, confiante que l'Etat, armé de l'éducation, saura produire la nation, pourrait dissimuler un chauvinisme de l'universel. On comprend que, entre les mains d'Abdelmalek Sayad, l'«immigré» fonctionne comme un formidable analyseur de l'inconscient social. L'œuvre qu'il nous laisse enferme les principes de la politique lucide et généreuse qui devraient s'imposer à tous ceux qui prétendent légiférer en des matières trop souvent abandonnées à la démagogie».

Hommage à mon ami Abdelmalek Sayad par Pierre BOURDIEU.
Libération, 16 mars 1998.

www.abdelmaleksayad.org

1- Cf. l'entretien entre Sayad et Hassan Arfaoui dans *Histoire et recherche identitaire*, Saint-Denis, Bouchène, 2002.

2- In Pierre Bourdieu (sous la dir. de), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 823-844.

3- *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, janvier 1979, pp. 61-81 (I^{ère} partie); 26-27, mars-avril 1979, pp. 117-132 (2^e partie).

4- *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, septembre 1999, pp. 5-14.

5- Patrick Weil sur *OpenDemocracy* <http://www.opendemocracy.net/debates/article-5-57-1811.jsp>
<http://www.histoire-immigration.fr>

L'universel républicain selon Taubira

NORDINE CHERFI

Texte tiré du débat :
«...Mémoire de l'esclavage, histoire coloniale...»
avec Karfa Diallo,
Président de DiversCités
(Mémorial de la traite des
noirs sur Bordeaux),
et Christiane Taubira,
députée (PRG) de Guyane.
Elle a donné son nom à la
loi française, votée le 10
mai 2001, qui reconnaît
comme crimes contre
l'humanité la traite
négrière transatlantique
et l'esclavage qui en a
résulté.

Débat en intégralité sur
www.origines-controlees.org

Dans sa contribution à Origines contrôlées, la députée de Guyane défend l'idée d'une république généreuse, et consciente de ses faiblesses passées et actuelles. Au premier rang, l'esclavage et la colonisation.

Si les formations politiques de gauche avaient suivi leurs électeurs, à propos de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 sur les aspects positifs de la colonisation, la France nostalgique de l'Empire aurait gagné une grande bataille. Mieux : une réhabilitation. Elles ont refusé de s'engager sur ce terrain glissant en s'opposant, sur le tard, à cet anachronisme législatif. De cela, Christiane Taubira, parlementaire de Guyane, se félicite lors de son intervention sur le thème de la mémoire de l'esclavage et l'histoire coloniale. Une proposition de loi finalement retirée. L'élue saisit cette occasion pour rappeler les discours des hommes politiques de l'époque : *«Ils parlent de débouchés parce que l'économie française, comme toutes les puissances coloniales, a besoin de ces contrées lointaines, a besoin de nouveaux marchés»*. Plutôt que de s'embarasser de questions politiques subalternes, elle choisit de poser le seul débat de fond qui vaille : la République et ses défaillances, quitte à *«la battre, la refouler et même la refuser»*. A la notion de république, elle substitue un concept plus élargi : *«l'universel républicain»*. Christiane Taubira le définit comme une égalité globale malgré les différences de chacun, une capacité à jouir de tous les attributs de la citoyenneté, un cadre protecteur pour les plus vulnérables. Un combat à mener au quotidien, en France métropolitaine, mais surtout en outre-mer où, selon elle, «on est entre deux, ce ne sont plus des colonies, il faut le dire très clairement, par respect pour la souffrance et les difficultés de ce qui ont connu les temps de la colonie, mais ce ne sont pas non plus, tout à fait, des territoires républicains où l'égalité est réalisée». Il n'y a qu'à voir la remise en cause du droit du sol proposé sous forme d'expérimentation, par le Ministre de l'Outre-mer, François Baroin, à Mayotte en particulier.

Le passif de la République

Les faits historiques établissent le passif de la République, cette prétention à se gargariser du triptyque chargé de sens «liberté, égalité et fraternité»... aussitôt foulé aux pieds par ceux-là mêmes qui s'en revendiquent. Ces turpitudes passées et présentes ne disqualifient pourtant pas la République, aux yeux de la Guyanaise. *«Je sais que la République n'est pas une icône dans la pratique au quotidien, mais je pense qu'elle est indépassable, qu'elle reste la référence qui permet que nous fassions société malgré nos différences»*. Elle étend l'ardente obligation du plan républicain à l'Europe toute entière, un continent qu'elle décrit comme pluriculturel, avec son histoire mouvementée, ses déflagrations, son expérience éhontée du commerce esclavagiste, ses opérations modernes de captations de territoires, africains surtout. Aujourd'hui, les populations issues de l'Empire hantent les grandes villes européennes, les anciens colonisés sont devenus des ôtes un peu encombrants. Leurs enfants nés là revendiquent leur place légitime, s'emparent du combat pour l'égalité entre tous. Les sociétés entrent en friction, se tendent, la communautarisation galopante met en danger un corps social déjà fragilisé. Une seule solution : l'indépassable universel républicain.

Et ne demandez pas à Christiane Taubira si elle se sent dans la peau d'une indigène, *«moi, je ne me dis pas indigène, pardon aux Indigènes de la République qui sont là, j'ai du respect pour tous, globalement, mais pardonnez-moi, je refuse de dire indigènes»*. Ce qui ne l'empêche pas de trouver inconcevable qu'une Martiniquaise se retrouve dans les rangs peu colorés du Front national. A contre-courant d'une pensée convenue, elle prône une discrimination positive qui viendrait compenser des dizaines

Christiane Taubira, *Codes noirs, de l'esclavage aux abolitions*, Dalloz, 2006

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, *La Fracture Coloniale, La Découverte*, 2006

Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les Traites Négrières*, Gallimard, 2004

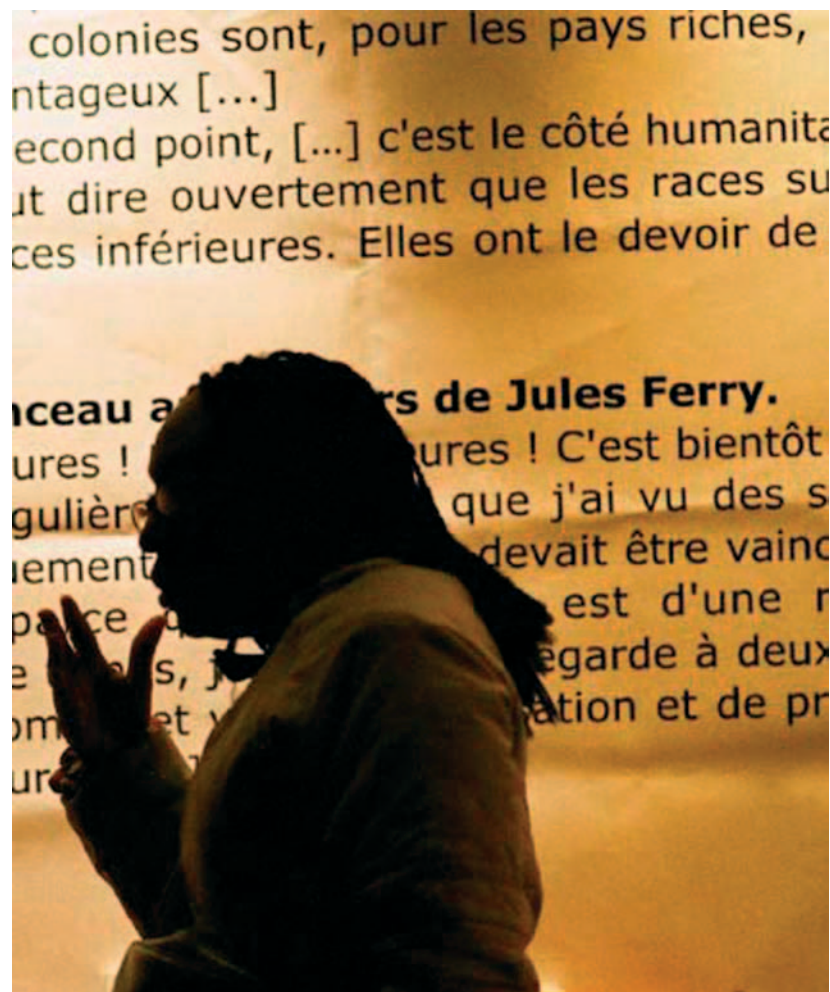
d'années de discrimination tout court. Elle en ressent l'urgence.

Présent sur la même estrade, Karfa Diallo, président de l'association DiverCités basée à Bordeaux, partage le même point de vue, «*je pense que le concept de discrimination positive est souvent affirmé surtout pour faire peur. En France, depuis une vingtaine d'années, un certain nombre de nos politiques publiques tendent à réduire les inégalités territoriales dans un certain nombre de quartiers*». En revanche, il s'oppose à l'avis de l'ancienne candidate à la présidence sur la fameuse Martiniquaise membre de

l'extrême droite. Et pourquoi pas ce signe manifeste d'intégration politique... En 1998, DiverCités organise des marches sur la reconnaissance du fait esclavagiste. Sans écho dans les partis politiques locaux. De guerre lasse, avec d'autres associations, ils montent un collectif qu'ils appellent «Couleurs Bordelaise», à l'égal du mouvement Motivé-e-s à Toulouse. Cet ovni électoral se présente aux élections municipales de Bordeaux en 2001. A la surprise générale, ils obtiennent 4 % des voix, au grand dam des élus municipaux de la gauche.

La loi Taubira salutaire

Répondant à une question de la salle sur la traite humaine, Karfa Diallo tient à rendre un hommage appuyé à la députée de Guyane, en soulignant l'importance de sa loi du 10 mai 2001 sur la reconnaissance de l'esclavage. Avant de donner au public des chiffres effrayants sur le commerce triangulaire pour la seule région Aquitaine : au total, 500 navires bordelais auraient déporté près de 150 000 Noirs d'Afrique vers les Antilles de 1672 à 1826. A l'époque de sa proposition de loi, Christiane Taubira s'était sentie un peu seule



Festival Origines
Contrôlées.
Décembre 2005.
(photo : Bob Connand)

contre ces députés de droite, «*qui raisonnent avec arrogance, avec mépris, avec distance, de façon inhumaine ; ils n'aiment pas les gens ni la vie !*» Quant à la gauche, culturellement convaincue par l'idée de voter ce texte, elle ne tarde pas à dévitaliser l'ensemble du projet en négociant avec la députée frondeuse l'abandon des commémorations, des programmes aux autres comités de soutien gênants.

Dans une salle enthousiasmée par les positions franches et assumées de Christiane Taubira, l'élue n'échappe pas aux questions sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 2007, sur ses rapports avec les radicaux de gauche, sur ses relations complexes avec les socialistes, elle, l'apparentée PS. «*J'ai fait la campagne présidentielle sous les couleurs du PRG, alors que je n'en étais pas membre. J'ai un parti en Guyane qui s'appelle Walwari. J'ai mené cette campagne en annonçant, très clairement, que je n'allais pas adhérer au PRG, parce que je ne fais pas de donnant-donnant*». Et d'égrener les points de convergence : éducation, justice, sécurité, et même sixième République. Une république qu'elle imagine ouverte, accueillante, solidaire, égalitaire, et exigeante du respect de l'universel républicain.

NACIRA GUÉNIF : «Le garçon arabe forcément coupable...»

NORDINE CHERFI

Texte tiré du débat :
«Sexisme dans les quartiers, jeunes filles voilées...» Implicitement ou explicitement, les populations issues de l'immigration post coloniale et notamment les hommes, mais aussi les femmes sont parfois désignés comme responsables d'un sexisme particulier. Avec Nacira Guénif, sociologue et anthropologue.

Débat en intégralité sur www.origines-controlees.org

Dans son intervention, la sociologue va à rebrousse-poil des discours convenus sur la laïcité, le sexisme, l'islam. Revue de détail aussi surprenante que saisissante.

«S'il y a bien un domaine dans lequel il est question d'origines contrôlées, c'est bien celui dont je vais parler ce soir. C'est-à-dire celui de la sexualité, du genre et de l'immigration. A tout point de vue, c'est un thème qui a toujours exigé une forme de contrôle, très précisément, des origines, à la fois de ceux qui naissent et de ceux qui les font naître. Un récit qui commence dans la période coloniale, et s'achève dans la France post-coloniale». En introduction de sa conférence donnée sur le thème de la place des femmes dans les quartiers, la sociologue Nacira Guénif promet, d'emblée, de partir à l'assaut du discours dominant sur le sexisme supposé triomphant en ces lieux souvent relégués avec en toile de fond, des accusations explicites contre l'islam patriarcal. Dans sa tentative de déconstruction, Nacira Guénif en appelle à l'histoire coloniale et à l'instauration du code de l'indigénat. Elle fait débiter la perception des corps des colonisés à cette époque, où ils étaient perçus comme des êtres asexués, et impossible à mélanger à la digne race européenne des colons.

1850 marque un tournant, celui des premières arrivées de populations issues de l'Empire, immigrées... et exclusivement célibataires ! Durant plus d'un siècle, rien ne bouge, l'immigration demeure de travail, les familles installées au pays, y restent sans ambition de migrer. Un deuxième tournant se dessine avec la loi sur le regroupement familial de 1974, et son cortège de familles nombreuses établies dans la périphérie des villes. Le versant femmes et mères apparaît, annihilant du coup l'impression d'asexualité d'une immigration exclusivement masculine. A l'époque, «elles sont souvent perçues comme n'étant que des ventres. On ne leur demande que de concevoir des Français ; ils le sont, mais on a du mal à les accepter tels qu'ils sont !» explique la sociologue. Ce qui l'amène à évoquer le cas des garçons nés de l'immigration, nœud gordien de

la société française, qui, contre les filles, ont été placés en position de forte concurrence sociale et professionnelle.

La beurette insérée : le mythe

Troisième rupture, les émeutes de banlieues, dans le quartier des Minguettes à Vénissieux, dès 1981. Nacira Guénif met en avant deux ambiances symétriques : les progrès du féminisme qui profitent aux filles d'ascendance immigrée poussées à réussir leurs études, et le rejet vécu par leurs frères déjà stigmatisés et en échec scolaire massif. D'un côté, «la figure de la beurette, bonne élève de l'intégration qui réussit, et capable de saisir les opportunités avec l'illusion que la République l'accueille à bras ouverts» ; de l'autre «la figure négative, le garçon arabe affublé de tous les stéréotypes, incapable de se civiliser, de s'adapter aux institutions, qui manque à ses obligations en tant que futur citoyen français». Sorti du leurre, on découvre une réalité sociale toute autre. Nacira Guénif insiste sur l'idée d'une discrimination généralisée dont personne ne réchappe, même pas les jeunes beurettes au parcours studieux et limpide. Résultat, la seule façon de noyer cet échec politique est de le faire porter sur les épaules des victimes, en trois étapes : la discrimination, la stigmatisation, la marginalisation...

A une question sur les effets et les conséquences terribles, sur les femmes surtout, d'un patriarcat persistant, la sociologue tempère les inquiétudes : «il n'existe pas en tant que tel, sans être profondément altéré et travaillé par le processus de migration lui-même». Elle va plus loin en considérant les hommes tenus de se plier aux carcans de cette forme d'organisation quasi tribale, comme des victimes eux-mêmes. Plus grave encore que la persistance de formes de patriarcat : les dernières mesures destinées à

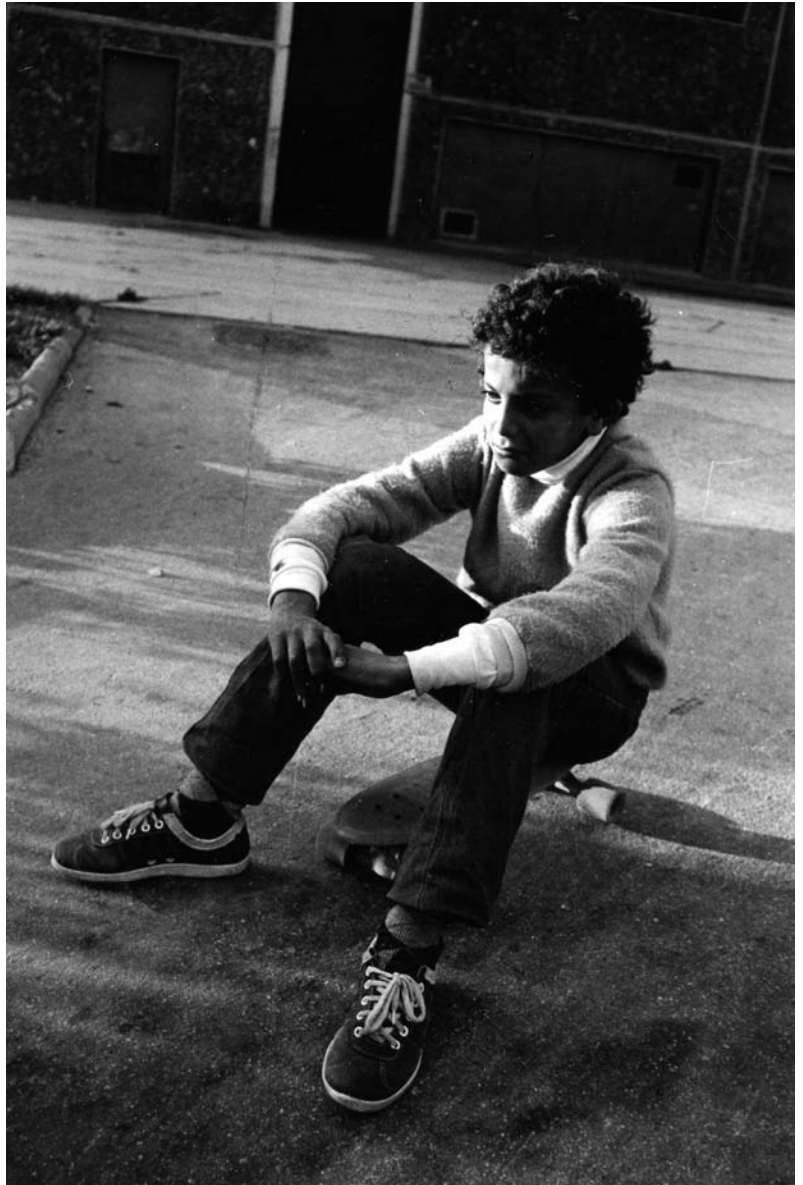
Bibliographie

- Nacira Guénif, *Les féministes et le garçon arabe*, Editions de l'Aube, 2005
- Laurent Mucchielli, *Le scandale des tournantes, dérives médiatiques*, La Découverte, 2005
- Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *violences urbaines, violence sociale*, Fayard, 2003

maîtriser l'immigration, par un accès incertain à la carte de résident. Nacira Guénif y décèle *«une espèce de discours sous-jacent qui est celui de l'eugénisme. C'est-à-dire que le mariage mixte, c'est la mesure exacte du degré de métissage dans la société française»*. Une précaution inutile puisque l'essentiel de ces mariages concernent des Français d'ascendance migrante avec des étrangers de la même nationalité que leurs parents.

Un féminisme indigent

En plus de leurs origines étrangères, les Français issus de l'immigration africaine sont souvent regardés comme une classe sociale périlleuse. A l'égal des ouvriers du XIX^e siècle, avec une *«activation ethnique de la dangerosité»*. Principales victimes de cette imputation, les mères accusées de ne pas inculquer à leurs enfants une éducation conforme aux attentes de la société française. Visés : les garçons, leur délinquance quotidienne et leur sexisme éprouvé. En réponse, Nacira Guénif se fait accusatrice : *«Tout le monde est devenu féministe grâce à des mouvements comme Ni pute, Ni soumise qui ont contribué à faire comprendre que pour être féministe, il suffisait d'être contre le garçon arabe. Ce qui est quand même une forme de féminisme indigent et décérébré»*. A une interpellation caricaturale sur les effets du Coran dans la vie sociale des musulmans, la sociologue se sent obligée de répondre sur l'islam en général. A bout d'arguments scientifiques, Nacira Guénif utilise, avec délice, des accents prosélytes trompeurs, et lance dans une ironie succulente, que l'islam a eu pour elle *«une capacité d'élucidation du réel tellement élevé que je me demandais pourquoi j'étais encore sociologue. J'aurais peut-être dû être théologienne et faire l'exégèse du Coran, peut-être que j'aurais mieux compris les réalités !»*. En revanche, nonobstant ses convictions laïques, elle s'oppose clairement à la loi sur le voile à l'école de 2004 pour les filles mineures, à ses yeux, «discriminatoire» ; dénonce les nouvelles féministes ; et milite pour un toilettage de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905. Plus curieux, Nacira Guénif accorde une certaine légitimité à l'in-



(photo : Agence Im'Média)

tervention du religieux dans le champ politique...

Dans un même élan, elle en profite pour tailler un costume sur mesure au CFCM : *«Pour ma part, j'ai contesté la légitimité du Conseil français du culte musulman, j'ai estimé que c'était une instance qui était là pour établir un deal extrêmement pervers, entre notabilisation, diabolisation et pacification»*. En vérité, l'échec patent de l'organisation de l'islam en France.

Mémoire des luttes de l'immigration,

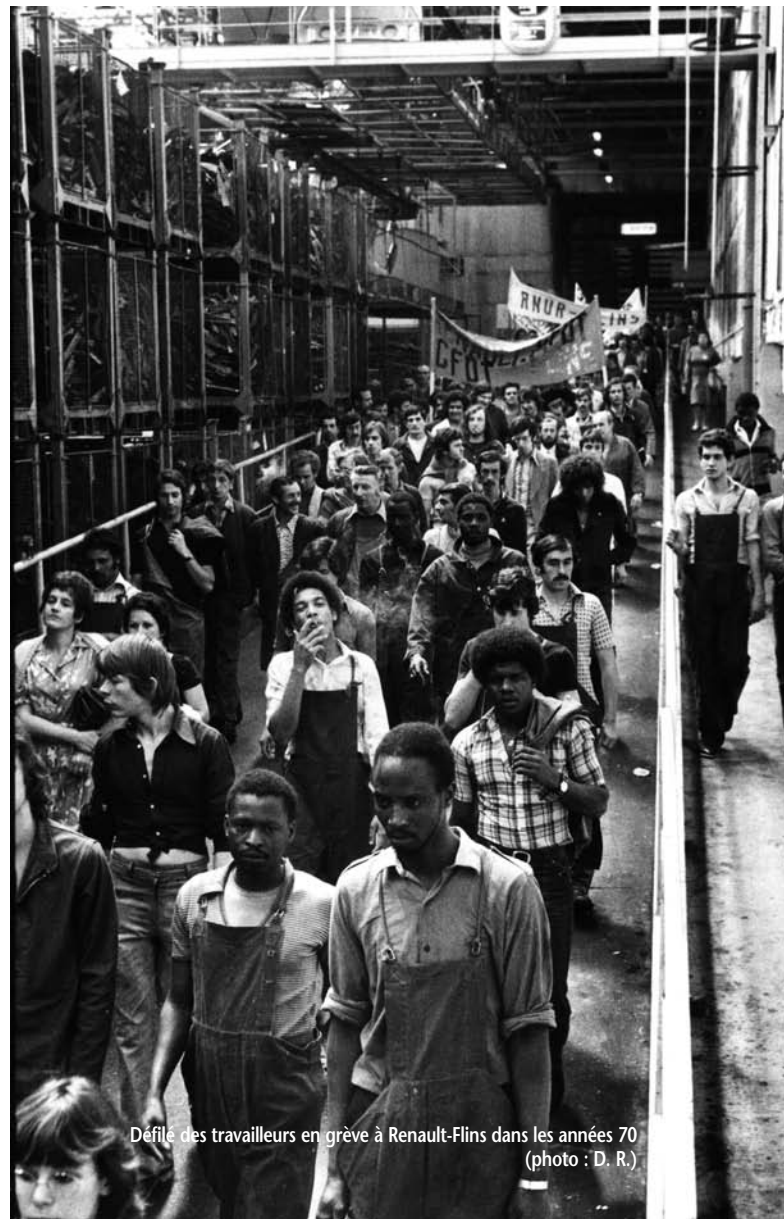
ABDELLALI HAJJAT

Depuis une vingtaine d'années, l'histoire de l'immigration et de la colonisation est devenue un enjeu politique et un véritable champ de bataille idéologique, où s'affrontent les historiens, les tenants de l'histoire officielle, les entrepreneurs de mémoire et les garants de l'expérience vécue de l'exil. Les premières mobilisations sur l'histoire et la mémoire ont d'abord porté sur les massacres d'Algériens du 17 octobre 1961 à Paris et du 8 mai 1945 dans la région de Sétif : elles visent à dénoncer la barbarie du système colonial et la violence faite aux « indigènes » algériens privés de tous leurs droits les plus élémentaires.

À partir des années 1980, une nouvelle approche émerge à travers le parcours de certains militants de l'immigration qui, à l'instar de Driss El Yazami et Saïd Bouziri (anciens du Mouvement des travailleurs arabes), sont devenus des entrepreneurs de mémoire en créant l'association Génériques, « organisme de recherche et de création culturelle spécialisé dans l'histoire et la mémoire de l'immigration ». Cette dynamique est consécutive à l'évolution du mouvement associatif de l'immigration des années 1970 qui, faute de pouvoir persévérer dans l'action collective autonome, consacre son énergie à la promotion de la culture immigrée, par la création de radios, de journaux, de troupe de théâtre, etc. Tout ceci est soutenu par les pouvoirs publics qui tentent d'encadrer le phénomène par des agences gouvernementales, qui donneront naissance à l'ADRI (Agence pour le développement des relations interculturelles), elle-même transformée en Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) en 2007.

Depuis le début des années 2000, la question coloniale refait surface à travers la fin de l'amnésie sur la guerre d'Algérie et sur l'esclavage, rendue possible par le travail d'associations et de journalistes et historiens soucieux de « rendre justice » à l'histoire. La scène des mobilisations sur l'histoire de l'immigration postcoloniale est relativement hétérogène. Certaines associations de l'immigration revendiquent le « devoir de mémoire » avec plus ou moins de clairvoyance historique. La droite au pouvoir adopte une attitude paradoxale puisqu'elle est tiraillée entre son aile nostalgique de l'Empire (vote de la loi du 23 février 2005) et son aile « immigrophile » qui est à l'origine de la CNHI.

Celle-ci affiche clairement son ambition de préserver la « cohésion nationale » en engageant les moyens humains et financiers pour « couper l'herbe sous le pied » des militants trop revendicatifs. L'idée, issue d'un rapport d'El Yazami oublié par Lionel Jospin et ressuscité par Jacques Toubon, est devenue un enjeu politique et électoral de premier plan, engageant des millions d'euros. Cette entreprise de reconstruction du lien national est soutenue par des historiens, tiraillés entre le principe de l'autonomie de la recherche historique et les avantages symboliques et économiques de leur participation à ce type de projet. C'est ainsi que certains sont propulsés historiens de l'immigration et



Défilé des travailleurs en grève à Renault-Flins dans les années 70
(photo : D. R.)

deviennent la coqueluche du Fonds d'action sociale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD), qui finance grassement leurs projets éditoriaux.

Que penser de cette institutionnalisation de l'histoire de l'immigration ? De quelle histoire s'agit-il ? On peut considérer la CNHI comme un nouvel instrument de contrôle et d'encadrement de l'immigration. Dès qu'un potentiel de subversion de la pensée d'Etat devient dangereux politiquement, le gouvernement tente de récupérer le thème en marginalisant ceux qui en sont à l'origine. Cette classique stratégie d'intégration s'est opérée pour la lutte contre les crimes racistes, l'expression culturelle immigrée, etc. Tout ce qui est encadré ne peut plus nuire.

Malgré les problèmes liés à l'institutionnalisation de l'histoire de l'immigration, celle-ci pourrait favoriser la recherche historique en apportant des moyens financiers et humains, mais quelle histoire est promue par la CNHI ? Force est de constater l'ambivalence des projets de recherche portés par la CNHI : d'un côté, certains historiens peuvent y trouver des moyens

inespérés pour leurs recherches ; de l'autre, ils servent de caution scientifique et morale aux velléités d'histoire officielle (cf. l'exposition virtuelle du site <http://www.histoire-immigration.fr>), qui aseptisent et épurent l'histoire de ses aspects les plus dérangeants. Une histoire qui réduit l'immigration au passé de l'exil pour mieux faire accepter le présent des expulsions et des rafles. Une histoire misérabiliste qui se penche la larme à l'œil sur le sort des vieux travailleurs immigrés tout en occultant leurs actuelles conditions d'existence injustes et indignes. Une histoire de l'immigration et moins des immigrés, qui nie leur capacité d'action en tant que sujet historique.

Ainsi, les luttes de l'immigration ne sont pas (encore ?) un objet d'études légitime pour cette histoire officielle. L'état de la recherche est univo-

que : l'histoire politique de l'immigration fait pâle figure face à l'histoire de la politique d'immigration. Le mythe de l'échine courbée, où les hommes et les femmes immigrés ne font que baisser la tête et raser les murs, a la vie dure jusqu'à nos jours. Ce dossier vise à fournir des éclairages sur les mobilisations politiques portées par des immigrés en France : la grève des foyers Sonacotra, le Mouvement des travailleurs arabes et les luttes syndicales de travailleurs immigrés. En effet, les luttes de l'immigration n'ont pas commencé en 1983 par la Marche pour l'égalité et contre le racisme, comme certains marcheurs ont eu tendance à le dire. Sans parler du rôle central des immigrés dans les luttes anticolonialistes, les années 1960-1970 ont été une période de véritable foisonnement politique.

L'expérience politique du MTA

Entre sa lutte permanente contre le racisme d'une partie de la société française post-colonisation, et ses accents franchement marxisants, le Mouvement des Travailleurs Arabes n'a jamais pu se situer. Si la décennie 1970 fut porteuse d'idéaux les plus ambitieux et les plus révolutionnaires, le MTA s'est heurté au mur des réalités politiques françaises figées. Il n'empêche, de là sont nés les premiers mouvements citoyens de jeunes Français issus de l'immigration maghrébine et africaine. Quelles que soient leur organisation, elles appartiennent aux vastes réseaux locaux d'associations pas forcément à coloration identitaire. Dans tous les cas, elles sont toutes, un peu, les

héritières du MTA. Si sa durée de militance fut courte, le mouvement a donné l'impulsion. Désormais, la société française ne peut plus faire sans l'apport des enfants de la colonisation. Plus versés sur les questions politiques et sociales, les «Beurs de tout pays» bousculent l'ancienne France, aujourd'hui plus colorée, plus ouverte, plus diverse... Et en vérité, plus dynamique !

Les étrangers en France n'ont pas attendu le droit de vote pour s'exprimer politiquement. Fer de lance de cette autonomie, une structure citoyenne radicale : le Mouvement des Travailleurs Arabes.

> suite page 13



Paris, janvier 1984 : Manifestation des marcheurs pour l'égalité aux côtés des ouvriers de Talbot-Poissy en grève contre leur licenciement

(photo : D. R.)

Mémoire des luttes de l'immigration,

LE MTA : BRAS SOCIAL DE L'IMMIGRATION ARABE

Fondé lors de la Conférence nationale des travailleurs arabes des 17 et 18 juin 1972, le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) s'illustre, dès 1973, sur le terrain des luttes contre le racisme.

L'émergence des luttes autonomes de l'immigration, au début des années 1970, signifie le début du déclin du mythe du retour, et l'enracinement des immigrés maghrébins en France. Cette vérité très peu explicitée dans le cercle des familles est contenue, implicitement, dans toutes les revendications pour l'amélioration des conditions de vie, de travail et d'existence des immigrés maghrébins. Parmi leurs nombreuses préoccupations, la crainte du rejet est omniprésente. Quelques années après la guerre d'Algérie, le racisme anti-arabe reste ancré dans les structures sociales françaises. La vie des Arabes en général, et des musulmans en particulier, est menacée par une xénophobie banalisée et légitimée dans la société.

Ainsi, l'été 1973 constitue-t-il une période sanglante. Le 25 août, un conducteur de bus de Marseille, Emile Guerlache, est assassiné par un Algérien déséquilibré, Salah Bougrine. Ce meurtre déclenche un déchaînement de haine anti-arabe, une semaine durant, qui fait sept morts à Marseille. Dans la nuit du 28 au 29 août, un commando jette un cocktail Molotov dans les bâtiments d'une entreprise de nettoyage des chantiers navals de la Ciotat, tandis que Lhadj Lounès est tué par balles à Marseille. En réaction, le 31 août, 1500 ouvriers des chantiers navals de La Ciotat déclenchent spontanément une mobilisation contre les attentats racistes.

Le 3 septembre, le MTA Marseille lance un appel à la grève. 30 000 ouvriers répondent à ce mot d'ordre : 100% des travailleurs des chantiers navals et employés municipaux de La Ciotat, 60 % des travailleurs de la ville et 100% à Aix-en-Provence. Les grèves contre le racisme se propagent alors dans toute la France, à Toulon, Paris, Mulhouse, Toulouse.

La grève du 14 septembre

Les militants du MTA réagissent immédiatement. Les contacts avec Marseille sont quotidiens, et le MTA publie dès le 4 septembre un tract de soutien. Le mouvement doit s'étendre aux usines, aux chantiers. Les commerçants arabes sont invités à populariser l'appel. De son côté, la préfecture de police de Paris suit avec attention tout le déroulement.

L'organisation imprime et distribue près de 80 000 tracts dans les arrondissements parisiens et dans les banlieues à forte présence maghrébine (18^e, 20^e, Ivry, Saint-Denis), ainsi qu'à la porte des grands établissements industriels, comme Renault à Boulogne-Billancourt. Le travail de terrain des militants consiste à convaincre les employés arabes de rester chez eux le 14 septembre. Ils sont confrontés à l'opposition de l'Amicale des Algériens qui fait savoir qu'elle désapprouve le mouvement... tout en ne s'y opposant pas frontalement.

Parmi les syndicats, l'Union locale CGT de Paris se distingue. Dans un communiqué, elle appelle le 12 sep-

tembre, «toutes ses organisations, ses militants et les travailleurs, à combattre avec vigueur toutes les campagnes et manifestations racistes, notamment vendredi 14 septembre, en multipliant les initiatives dans les entreprises pour qu'ensemble Français et immigrés soient rassemblés dans un même combat». Pour sa part, le Mouvement des Travailleurs Arabes affirme dans un tract rédigé en français et en arabe que dans la région parisienne, «le 14 septembre sera une grande journée de mémoire des victimes du racisme, et une journée de lutte pour la dignité et les droits. Nous appelons tous nos frères arabes à se mettre en grève pendant 24 heures pour protester contre le racisme, et avertir tous les racistes que nous ne nous laisserons pas faire».

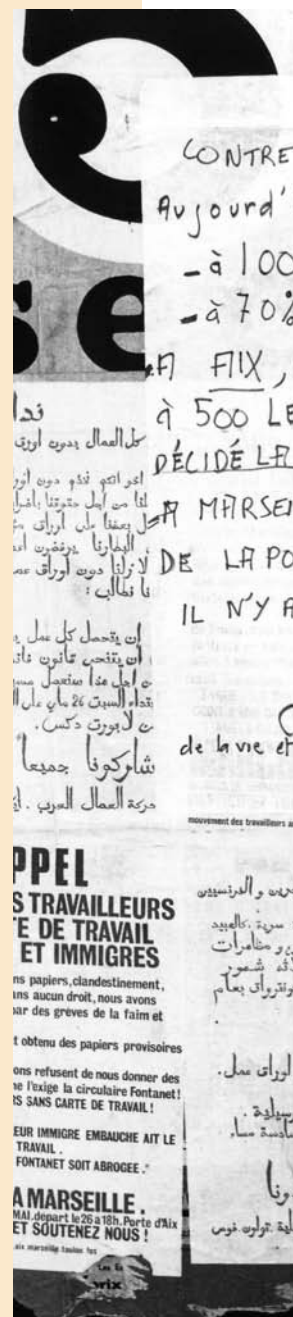
Avec la montée des violences xénophobes durant l'été, les appels à la mobilisation se multiplient. Pour mesurer les succès de la grande grève du 14 septembre, les militants du MTA se déplacent pour recueillir des informations. Sur de grands chantiers, tels ceux de Roissy-en-France, le succès est considérable : 1700 grévistes sur 2000 ouvriers. Les commerçants arabes, plus faciles à mobiliser, répondent spontanément et favorablement aux appels à fermer boutique... Une cible facile et permanente.

Les limites de l'antiracisme

Ces actions visent à mettre en lumière la vulnérabilité de l'économie française, dont le bon fonctionnement dépend étroitement de la main-d'œuvre étrangère. On peut aussi interpréter le mouvement comme un signal d'alarme adressé au gouvernement algérien et à son Amicale, accusés de ne pas protéger leurs ressortissants en France. Pourtant, dès le 20 septembre 1973, l'Algérie décide d'interrompre le flot de l'émigration de sa population en France. Le MTA réagit en saluant, « la décision du Conseil de la révolution algérienne de suspendre l'immigration tant que la sécurité et la dignité des travailleurs arabes en France ne sera pas assurée ».

L'année suivante, en 1974, lors d'une réunion de la Coordination convoquée à Grenoble, le Mouvement des Travailleurs Arabes entame un état des lieux des différentes grèves orchestrées par ses réseaux locaux. A ses yeux, il faut rapidement tirer un bilan politique de ses actions coup de poing. Tous les militants constatent les effets pervers de la seule dominante antiraciste : un fossé croissant entre les salariés arabes et les autres. Signe de cette division le départ des ouvriers de la CFDT de Thomson au fur et à mesure que les immigrés y entrent.

Cet exemple illustre toute l'ambiguïté de la question de l'autonomie. S'agit-il d'une volonté de se séparer de la classe ouvrière, et plus généralement de la société française ? En fait, le terme d'autonomie a été très utilisé, mais finalement très peu défini par les militants eux-mêmes. Cependant, la syndicalisation des ouvriers du MTA à la CFDT (la moins hostile au mouvement) montre toute la difficulté de tenir à la fois la revendication d'unité entre travailleurs français et immigrés, et la volonté de prise en compte des besoins spécifiques de la condition d'immigré.



Le mythe de «l'échine courbée» est largement remis en cause par l'histoire politique de l'immigration post-coloniale, en particulier du Mouvement des Travailleurs Arabes. Le MTA créé en juin 1972 regroupe des militants arabes et français proches des maoïstes de la gauche prolétarienne (GP), dont l'expérience politique commune s'est formée dans les Comités Palestine.

Dans le mouvement social de l'immigration (porté par des immigrés et leurs enfants pour l'amélioration de leur condition) le MTA est une référence historique obligée lorsqu'on entre dans une logique d'héritage et d'inscription dans une histoire

longue. Trop souvent, on suppose prématurément une continuité historique entre les luttes anticolonialistes, les mouvements de travailleurs immigrés, l'action politique de leurs enfants dans les années 1980, jusqu'à nos jours, de sorte que l'action présente tente de se forger une légitimité par le rappel des victoires passées. Le problème de ce type de raisonnement, c'est qu'il évacue toute réflexion sur la combinaison des ressorts structurels et conjoncturels du mouvement social de l'immigration et, par conséquent, empêche une réelle réflexivité constructive de l'action politique du moment.

Comités Palestine

Ce n'est pas par hasard que la cause palestinienne est le premier champ de bataille sur lequel les militants se retrouvent en France, en particulier après «Septembre noir», date de création des comités Palestine. Une partie d'entre eux ont acquis des dispositions politiques dans leur pays d'origine (voire en France au sein de la fédération de France du FLN), d'autres apprendront sur le tas, notamment au sein de la gauche prolétarienne. L'attraction des militants arabes pour la GP, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, s'explique par deux facteurs : une proximité sociologique entre militants arabes et militants de la GP, et la position antisioniste radicale de ces derniers. Le premier rend compréhensible la facilité du travail en commun entre les étudiants des comités Palestine, le second, le ralliement des ouvriers politisés au côté de ces Français pas comme les autres. Contrairement aux trotskistes, la GP s'aligne totalement sur les positions de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et n'invoque pas de «soutien critique».

Dès sa création, le MTA est une innovation dans l'histoire du mouvement ouvrier français (c'est la première fois que les ouvriers arabes tentent de s'organiser de manière autonome), qui répond à l'exclusion des immigrés du monde syndical. Leurs revendications ne sont pas prises en compte, voire ouvertement déniées par les appareils syndicaux, d'où leur proximité avec les établis maoïstes. La négation des droits des ouvriers immigrés provient tout d'abord de leur statut d'étrangers, leur exclusion du monde politique et syndical est entérinée par la législation, dont un des fondements juridiques reste la frontière entre le national et l'étranger. Mais cette exclusion est aussi due aux pratiques des appareils syndicaux, qui font preuve d'une véritable cécité face aux réalités des travailleurs immigrés. Les syndicats ne conçoivent les combats



Revue Migrations, sept 2005.
Editions Mémoire-Génériques.
Sur commande
www.generiques.org

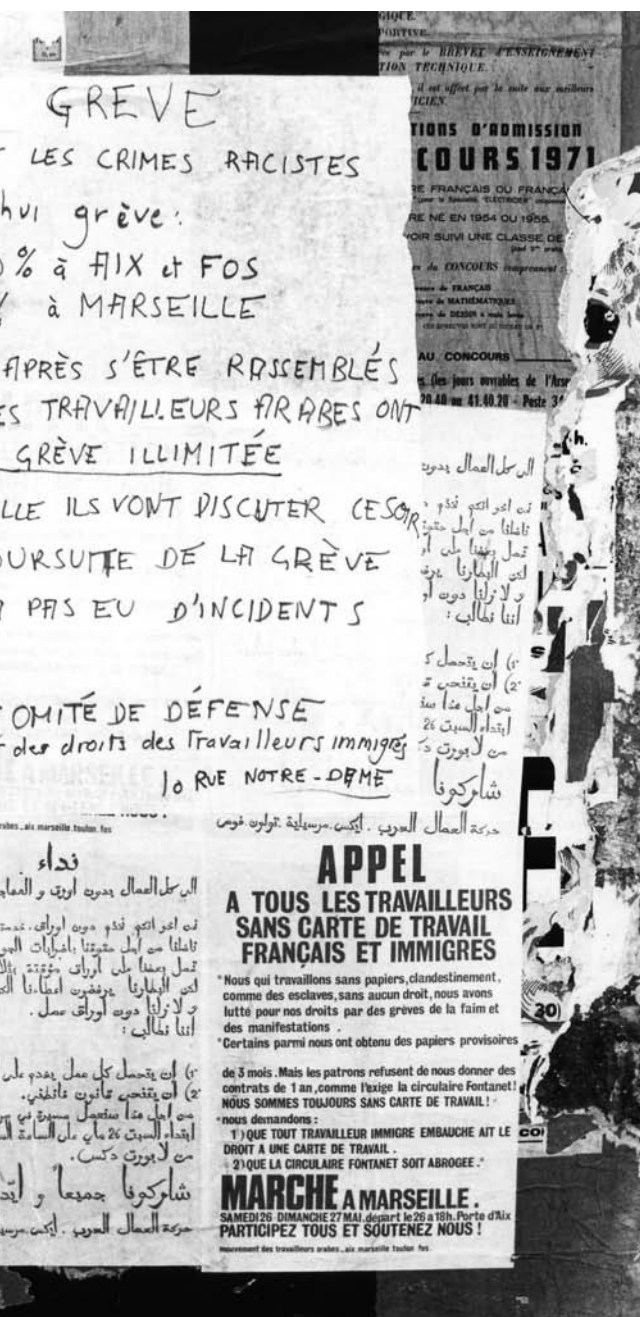


Photo MTA.
Affiche de grève générale
contre le racisme à Marseille
en septembre 1973.
Agence Im'Média



Al Assifa, journal du MTA
(Agence Im'Media).

ouvriers qu'à l'intérieur de l'entreprise : la lutte de classe s'arrête aux portes de l'usine. Or les travailleurs arabes, sont aussi concernés par les problèmes de logement et de racisme, et élargissent le domaine de lutte de classe.

En quête d'autonomie

Depuis les années 1920 jusqu'aux années 1970, ce qui est en jeu pour les syndicats et les partis politiques de gauche, c'est la capacité pour le mouvement communiste d'intégrer dans son discours et ses pratiques politiques la dimension coloniale, la domination de l'impérialisme culturel. Or, force est de constater que ni le PCF, ni la gauche post-68, vis-à-vis du MTA, n'ont su saisir l'émergence de la figure du travailleur immigré. L'émergence du MTA peut être interprétée comme la conséquence de l'incapacité de considérer une nouvelle donne dans la composition de la « classe ouvrière », et surtout de se rendre compte qu'il s'agit d'une immigration post-coloniale. Le silence sur les revendications des travailleurs arabes a sûrement à voir avec l'oubli de la période coloniale, séquelle du traumatisme créé par la guerre pour l'indépendance de l'Algérie.

Le deuxième aspect de l'autonomie est d'ordre culturel. Face à l'idéologie de l'intégration-assimila-

tion, les travailleurs arabes demandent l'autonomie culturelle. Certaines des revendications apparues durant les années 1970 et 1971, comme l'organisation de la fête de l'Aïd El Kébir et l'apprentissage de l'arabe, peuvent paraître anodines, mais elles subvertissent radicalement la conception étatique de l'immigration, naturellement disposée à s'intégrer dans la communauté nationale. Du point de vue de l'État, si l'étranger compte s'installer sur le territoire français, il est sommé de s'intégrer à la culture de la communauté majoritaire, partant du principe que l'homogénéité culturelle est nécessaire à la cohésion sociale.

La concrétisation de la revendication d'autonomie est symbolisée par la fameuse « grève générale » contre le racisme, de septembre 1973. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier en France, des travailleurs arabes appellent à la grève pour dénoncer des crimes perpétrés en dehors de l'usine. Pourtant, le MTA a dû faire face à de multiples obstacles qui ont grandement compliqué sa tâche, et contribué à sa dissolution, en 1976. Une alliance objective, et parfois explicite, entre les amicales marocaine, algérienne et tunisienne, les syndicats (à l'exception de quelques secteurs de la CFDT), les institutions religieuses musulmanes et le ministère de l'Intérieur, pour réduire la zone d'influence du MTA sur l'immigration arabe, se met en place. Elle s'accompagne d'une politique d'emprisonnement et d'une tentative d'expulsion des militants les plus actifs comme Hamza et Saïd Bouziri, Vascan Dadayan, Maurice Courbage. L'arrivée au ministère de l'Intérieur de Michel Poniatowski, en 1974, va accélérer le phénomène puisque, suite à une grève des sans-papiers menée dans la région marseillaise, le MTA est quasiment décapité du sud de la France. Une crise interne du MTA parisien, quelques semaines plus tard, signe la fin de la première tentative d'action politique autonome de l'immigration post-coloniale.

Foyers Sonacotra : un moment fondateur

Dans une étude sur «les mobilisations dans les foyers Sonacotra de 1973 à 1981», le sociologue Choukri Hmed revient sur les mythes fondateurs des premiers engagements politiques de l'immigration.

«Le sociologue, le politiste ou l'historien qui s'intéresse aux luttes d'immigrés, se trouve généralement en situation de profond désarroi : d'un côté, une littérature militante surabondante, portée à vanter les vertus autonomes ou authentiques d'acteurs surdominés, exclus de la participation politique. De l'autre, les réticences des chercheurs à s'aventurer sur ce terrain (spécifique ?) des mobilisations, sources d'un silence quelque peu assourdissant - même s'il faut reconnaître que la rareté des études sur l'action collective immigrée tend à diminuer depuis quelques années». D'emblée, dans sa recherche, Choukri Hmed alerte le lecteur sur le peu d'études consacrées aux mobilisations de l'immigration post-coloniale.

La grève des loyers

En point de mire, il choisit de s'arrêter sur un symbole fort : les actions dans les foyers Sonacotra, en particulier, «la grève de loyers dans les foyers de travailleurs migrants (FTM) qui a pris une place au cours des années 1970. Un consensus tacite semble se dégager parmi les auteurs pour accorder à cette action collective une place singulière dans l'histoire des luttes de l'immigration. Que le propos soit scientifique ou militant, elle est en effet le plus souvent érigée en mobilisation exemplaire, voire en moment fondateur, au regard de sa longévité (huit ans), de son ampleur (jusqu'à 30 000 grévistes dans 120 foyers, au plus fort de la lutte en 1978), ou encore de son autonomie (symbolisée par le caractère vindicatif et



Campement de Garges-les-Gonesses. 1979. Résidents des foyers Sonacotra expulsés pour grève des loyers (Agence Im'Média).

médiatisé du Comité de coordination)». Il se démarque d'autres chercheurs qui voient dans ces luttes «le premier mouvement immigré autonome en France, annonciateur du développement d'associations d'immigrés spécifiques luttant contre les discriminations».

Le sociologue précise : «contrairement à une idée répandue, que le roman des origines produit par le Comité de coordination s'est chargé de diffuser, les grèves des loyers dans les foyers Sonacotra, mais sont antérieures à cette date. Dès la fin des années 1960, des mouvements sporadiques de cessation de paiement éclatent dans les foyers de la région parisienne, mais aussi en province. Les revendications des premiers mouvements de grève des loyers portent généralement sur trois types de griefs : la qualité et le confort du logement, le niveau des redevances et le mode de gestion. La crise du logement est exacerbée en raison de la faiblesse du rythme de construction, et l'organisme principal chargé de résorber l'habitat insalubre (Sonacotra) tarde à mettre en service de nouveaux foyers. Le chômage commence, dès la fin des années 1960, à toucher des professions sous-qualifiées, occupées par la main d'œuvre étrangère».

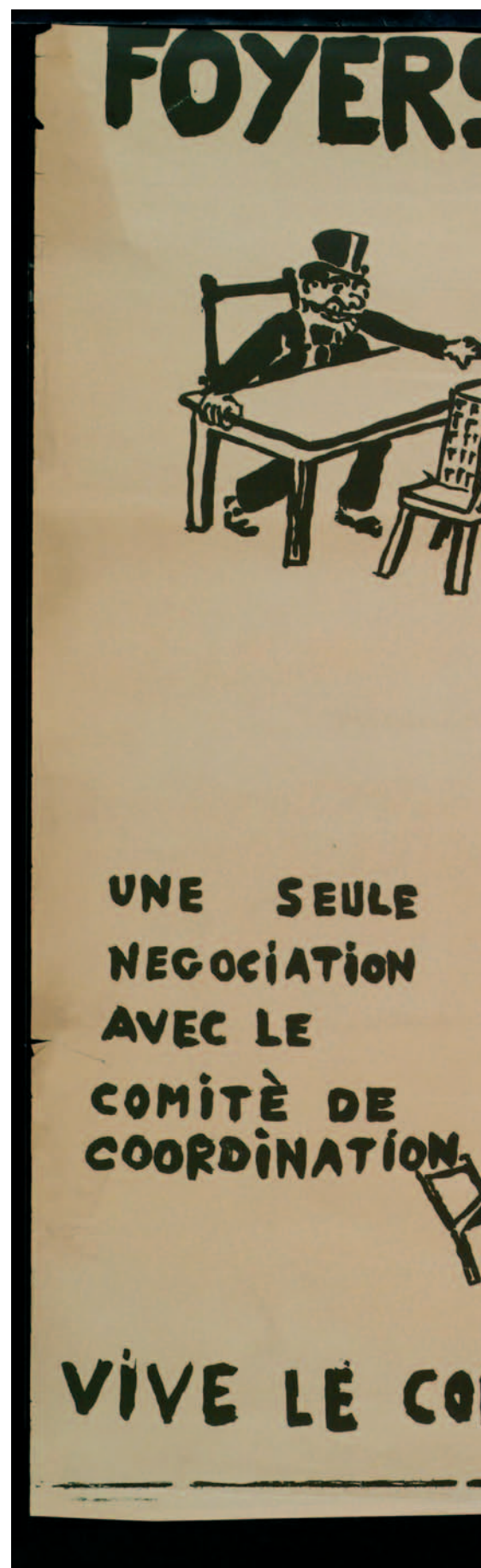
Le militant indigène

Ces premières mauvaises humeurs sociales produisent du capital militant indigène : «plus jeunes, plus qualifiés que la moyenne des occupants, engagés à des degrés divers dans des activités militantes dans leur pays d'origine et sur le territoire national, les leaders des Comités de coordination sont d'une certaine manière des déclassés en ascension sociale. La matrice de leurs trajectoires reflète ce déclassement : oscillant entre deux groupes quelque peu antagonistes, leur présence dans les établissements Sonacotra n'apparaît pas suivre la logique résidentielle modale du reste des occupants. Elle semble correspondre davantage à une forme d'accident biographique (rupture amoureuse, interdiction de séjour dans le pays d'origine, stabilisation professionnelle ou résidentielle) qui, parce qu'il est conjugué à la teneur de leur capital militant, contribue

à produire chez eux les conditions d'une disponibilité pour le militantisme».

S'ajoute à cela l'importance essentielle des soutiens syndicaux ou politiques dans les actions de revendication. Prenant l'exemple d'un de ces militants actifs, Choukri Hmed souligne comment, par sa trajectoire distincte, «il a été à même de nouer des liens importants avec deux composantes du champ militant des années 1970 : l'extrême gauche non-communiste (maoïstes et MTA) et les associations de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti). La connexion avec la gauche radicale (PSU, CFDT en particulier) sera assurée par des militants du Gisti et des salariés de la Sonacotra, dans leur majorité, issus de ces courants». Aux yeux du chercheur, «la grève des loyers montre qu'en l'absence de réseau militant préexistant et de moyens institutionnels de représentation politique, des individus prédisposés à s'engager n'ont le choix, pour prendre la parole, que de subvertir l'institution qui a pour fonction de les prendre en charge. Compte tenu des conditions historiques dans lesquelles cette prise de parole s'est construite et exprimée l'immigré est jusqu'au début des années 1970 majoritairement un muet politique, et assigné à ce rôle par la politique d'immigration-, on comprend que les modes d'action que les résidents des foyers Sonacotra ont adopté sont davantage du ressort de la contestation transgressive que de la contestation maîtrisée».

En conclusion de son étude sociologique fouillée, Choukri Hmed préfère insister sur les mécanismes de l'engagement individuel, dans le cas de ce qu'il nomme les organisations improbables : «Mouvement de pauvres qui s'est prolongé dans la durée, en mobilisant une multitude d'agents aux trajectoires et aux appartenances sociales différentes, la grève des loyers donne à voir les modalités par lesquelles les groupes sociaux les moins favorisés peuvent mener une action collective d'envergure. Une dimension cruciale est l'existence, au sein du groupe mobilisé, de personnes disposant d'un capital que l'on a appelé indigène, susceptible d'être réinvesti dans la mobilisation».



Retrouvez les articles d'Abdellali Hajjat en intégralité sur <http://icietlabas.lautre.net>

S SONACOTRA EN LUTTE

PAS DE
NEGOCIATIONS
FOYER PAR FOYER



COMITÉ DE COORDINATION

Imp. spec. R. Arts

Bibliographie

- Abdallah Mogniss H., *J'y suis, j'y reste ! les luttes de l'immigration depuis les années 1960*, Paris, Reflex, 2000.
- «Les sans-papiers, d'hier à aujourd'hui, pour une mémoire collective de l'immigration», in *Sans-Papiers : Chroniques d'un Mouvement*, Paris, Reflex-Agence IM'média, 1997.
- Benoît Jean, *Dossier E comme esclaves*, Paris, Alain Moreau, 1980.
- Boubeker Ahmed, *Les Mondes de l'ethnicité*, Paris, Balland, coll. «Voix et regards», 2003.
- Bulow Catherine (Von) et Ben Ali Faizia, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, Paris, Stock, 1979.
- Bouamama Saïd, *J'y suis, j'y vote : la lutte pour les droits politiques aux résidents étrangers*, Paris, L'Esprit frappeur, 2000.
- De Brouwer Desclée, *Dix ans de marche des Beurs : chronique d'un mouvement avorté*, Paris, 1994.
- CEDETIM, *Les immigrés*, Paris, Stock, 1975.
- Gastaut Yvan, «Le rôle des immigrés pendant les journées de mai-juin 1968», *Migrations Société*, n°32, mars-avril 1994, pp. 9-29.
- Giudice Fausto, *Arabicides*, Paris, La Découverte, 1992.
- Gordon Daniel, «Il est recommandé aux étrangers de ne pas participer : les étrangers expulsés en mai-juin 1968», in *Migrations Société*, vol. 15, n°87-88, mai-août 2003, pp. 45-65.
- «A Nanterre, ça bouge : immigrés et gauchistes en banlieue, 1968 à 1971», in *Historiens et Géographes*, n°385, janvier 2004.
- Hajjat Abdellali, «L'expérience politique du Mouvement des travailleurs arabes», *ContreTemps*, Textuel, n°16, Paris.
- «Le MTA et la "grève générale" contre le racisme de 1973», *Plein droit*, n° 67, Paris.
- «Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France», *Revue d'études palestiniennes*, hiver 2005, n° 98, Editions de Minuit, Paris.
- Kassir Samir et Mardam-Bey Farouk, *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit judéo-arabe*, tome II, 1958-1991, Paris, Minuit, coll. «Les livres de la Revue d'études Palestiniennes», 1993.
- «Immigration et luttes sociales : filiations et ruptures (1968-2003)», *Migrance*, éditions Mémoire-Génériques, n°25, 3^e trim. 2005.
- Pitti Laure, «La main d'œuvre algérienne dans l'automobile ou les oubliés de l'histoire», in Aïssa Kadri et Gérard Prévost, *Mémoires algériennes*, Paris, Syllepse, 204.
- Trappo Hélène, «De la clandestinité à la reconnaissance», entretien avec Saïd Bouziri et Driss El Yazami, in *Plein droit*, n°11, juillet 1990.

Convergence 1984 pour l'égalité

ÉLÉRIKA LEROY

La marche Convergence est l'héritière des premières luttes des travailleurs immigrés autour du thème de l'égalité des droits revendiqué, de 1970 à la fin du mouvement des foyers Sonacotra en 1979. Seulement, En 1984 elle prend un nouveau tournant en présentant une société multiple tant au niveau culturel que racial et social. Originale aussi dans sa conception, la marche se fait en mobylette au départ de cinq villes de France, chacune représentative d'un «noyau» de la société. Toulouse représente les Portugais tout au long du trajet convergeant vers Paris.



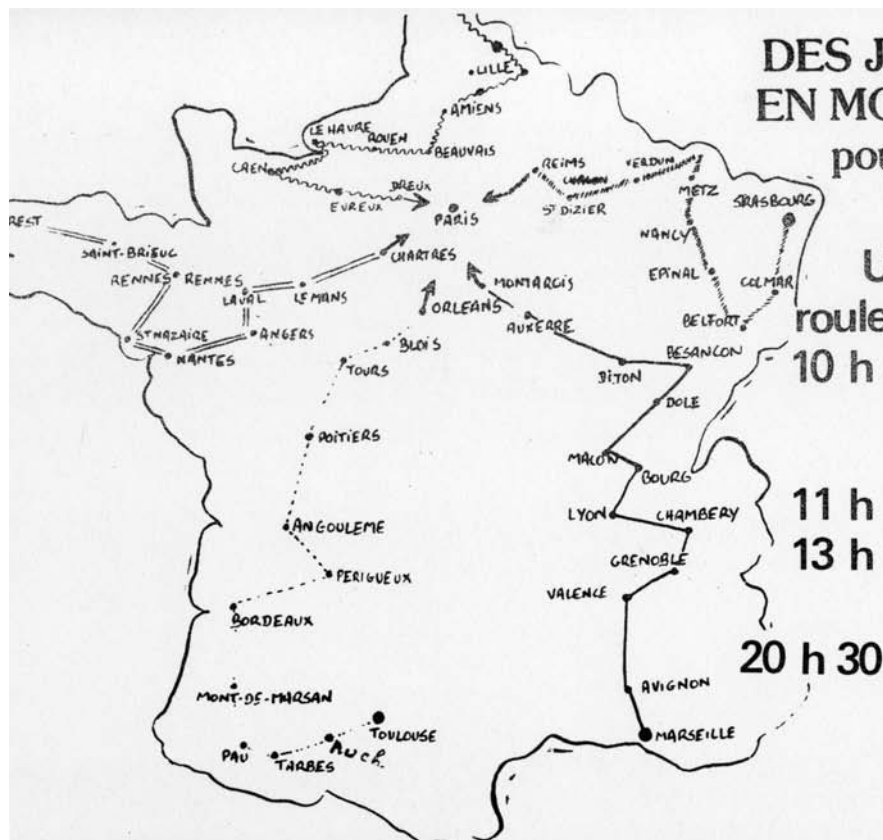
Les mobylettes de Convergence 84 à Dreux - octobre 1984.
(photo : François Cayette/Agence Im'Média).

La 1^{ère} marche pour l'égalité et contre le racisme

1983, la flambée du racisme et de la politique sécuritaire permet aux organisations d'extrême droite de s'installer, à l'occasion des élections municipales. La multiplication des bavures policières, les contrôles au faciès légalisés à titre préventif et les difficultés de vie au quotidien entraînent des révoltes en banlieue, comme celle des Minguettes dans

l'agglomération lyonnaise, dès 1981.

En juin 1983, Toumi Djaidja, pris à parti dans une altercation entre jeunes et policiers aux Minguettes, reçoit une balle à bout portant. Sur son lit d'hôpital il a l'idée d'une manifestation pacifiste, avec comme références Ghandi et Martin Luther King. Accompagné par le père Christian Delorme, surnommé le «curé des Minguettes», il organise donc une marche contre le racisme et pour l'égalité, qui part de Marseille le 15 octobre 1983. Pendant plus d'un mois, la



DES JEUNES DE PARTOUT ROULENT EN MOBYLETTE à travers toute la France pour arriver à Paris le 1^{er} décembre **A TOULOUSE**

Une quinzaine de rouleuses et de rouleurs partent le samedi 3 novembre

10 h Convergence des quartiers (Bagatelle, Le Mirail, Cité Madrid, Izards) vers le CAPITOLE

11 h Rassemblement Place du Capitole

13 h Départ vers Le Vernet (Ariège) Dépôt d'une gerbe au cimetière où sont enterrés des antifascistes de 41 nationalités.

20 h 30 **SOIREE DEBAT** autour du film sur la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 ; au Centre René Maheu de l'UNESCO 76, allées Charles de Fitte.

**ENEZ SOUTENIR LES ROULEURS
LE SAMEDI 3 NOV. à 11 h
place du Capitole.**

**MOBILISONS-NOUS
DANS CHAQUE QUARTIER
DANS CHAQUE ENTREPRISE,
SOUTENONS LES ROULEURS
TOULOUSAINS**

Contact
Collectif
toulousain c/o ASCI
40 rue de la Charente
Toulouse Tél (61) 40.43.04

Tract du Collectif toulousain
Convergence 1984

mobilisation s'accroît, ainsi que la médiatisation du mouvement, qualifié de « Marche des beurs ». cette mobilisation est un succès, avec 100 000 manifestants réunis à Paris le 3 décembre 1983. Une délégation de marcheurs, dont Toumi Djaidja, est reçue à l'Élysée par François Mitterrand. Elle en ressort avec des promesses.

Mais l'enthousiasme retombe rapidement ; aucun changement profond ne voit le jour. Un mois après cette marche, les jeunes issus de l'immigration se rendent à l'usine Talbot de Poissy en région parisienne pour soutenir une grève des travailleurs étrangers, tous menacés de licenciement. La mobilisation n'est pas au rendez-vous, la manifestation est un échec. De même, une association de mères tente d'alerter l'opinion publique sur les meurtres racistes perpétrés au nom de l'auto-défense et de la sécurité. Sans succès.

Malgré ces déceptions, cet épisode révèle une véritable tentative d'unification des forces vives

des quartiers, mobilisées pour faire évoluer la société.

1984, vers une convergence des mouvements

1984 est marquée par un rapprochement des associations de travailleurs étrangers et de jeunes des quartiers. Cette première coordination se traduit par la tenue d'Assises nationales des associations de jeunes issus de l'immigration à Dreux en mai 1984 puis à Lyon en juin 1984. L'expérience de la première marche instiguit l'idée d'une seconde pour promouvoir la mixité de la population française et valoriser ses différences. L'autonomie du mouvement apparaît pour les jeunes comme une priorité : ils veulent se préserver de toute récupération politique ou syndicale. Un comité national est créé pour superviser cette action sur tout le territoire. Composé des repré-

sentants des associations les plus actives au niveau local, il est néanmoins largement dominé par les collectifs marseillais et parisiens.

Un mot d'ordre : Vivons ensemble avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences

L'esprit de cette marche se veut dénué de passions politiques. L'objectif est clair : montrer que la France de 1984 est métissée, que les revendications sont les mêmes pour tous (Français, Maghrébins, Africains, Antillais, Portugais ou Asiatiques), et qu'il faut obtenir l'égalité des droits au quotidien (au travail, au logement, au vote, à la santé, à l'éducation, à la justice).

Les marcheurs partent de 5 villes de France (Marseille, Brest, Toulouse, Strasbourg et Dunkerque) pour converger vers Paris. Les associations actives de Toulouse et mobilisées depuis le début du mouvement obtiennent le départ de la ville rose.

Chaque ville doit symboliser une nationalité ou une ethnie. Strasbourg représente le «noyau» d'Antillais et d'Africains, Marseille celui des Français, Roubaix celui des Maghrébins, Brest celui des Asiatiques, Toulouse celui des Portugais. Le déplacement se fait en mobylette, pour illustrer le slogan né en 1983 à l'arrivée de la première marche : «la France, c'est comme une mobylette. Pour avancer, il lui faut du mélange».

Le comité toulousain

Une fois couchée sur papier, il s'agit de la concrétiser. Le comité national détermine un parcours et organise des comités d'accueil avec les associations locales.

A Toulouse, un collectif est créé, regroupant les associations les plus actives comme, l'ASCI (Association socio culturelle des Immigrés), Voir et Comprendre, Cimade, Vitécrici... Le Comité toulousain est centralisé à l'ASCI qui dispose de locaux dans le quartier de Bagatelle, de personnel et de matériel (téléphone, fournitures). Les réunions s'y tiennent jusque tard dans la nuit, ponctuées de débats passionnés. Des actions sont initiées pour sensibiliser les Toulousains.

Mais l'indépendance a un prix : les militants doi-



vent trouver des fonds pour s'équiper en mobylettes sans solliciter les partis politiques et les organisations syndicales. Des appels à souscription sont lancés, des tracts sont distribués, des manifestations sont organisées dans Toulouse.

La détermination des jeunes est vigoureuse, et en mesure de repousser toute tentative de récupération. Ainsi, place du Capitole, début novembre 1984, la CGT tente de façon insidieuse de se joindre au comité de convergence. Le syndicat veut envoyer l'un de ses jeunes militants sur une mobylette flambant neuve auréolée des autocollants rouges de la confédération. Les jeunes de Convergence ne cèdent pas, malgré leur besoin criant de moyens, et refusent de prendre cette



Hafid El Alaoui, pilier de Convergence 84, Toulouse (Agence Im'Média).

mobylette et encore moins le jeune syndicaliste. Grâce à leur mobilisation, les participants toulousains parviennent à être prêts pour le jour J : le 3 novembre, une dizaine de rouleurs suivis par une estafette remplie de matériel quitte Toulouse.

L'itinéraire Toulouse-Paris

Le Vernet d'Ariège constitue la première étape symbolique du collectif toulousain : les jeunes ont décidé de faire un acte fort en allant se recueillir à l'ancien camp d'internement du Vernet, l'un des plus répressifs de France pendant la seconde guerre mondiale. De 1939 à 1944, environ 40 000 personnes y furent internées : républicains espagnols, combattants des Brigades

Internationales de la Guerre d'Espagne, Juifs, opposants italiens, polonais, russes, allemands antinazis, roumains, yougoslaves... Beaucoup furent déportés vers les camps d'extermination de 1942 à 1944.

À chaque étape, de Toulouse à Paris, des comités d'accueil sont organisés. Les rouleurs sont attendus dans chaque ville pour une rencontre, un débat, un concert, une manifestation, autour des préoccupations quotidiennes des jeunes dans les quartiers. L'itinéraire des toulousains est peu médiatisé (à l'inverse des parcours marseillais et dunkerquois), cependant la mobilisation est là et les participants sont attendus, nourris et hébergés dans les quartiers.

Mémoire des luttes de l'immigration,

Bordeaux, «24 heures pour la justice»

En parallèle, une manifestation exceptionnelle, appelée «24 heures pour la justice» est organisée -une ronde simultanée de 24 heures, autour des palais de justice de cinq villes de France. Son but : dénoncer les formes arbitraires de la justice. Un membre du groupe toulousain témoigne ainsi de la motivation : «*Les jeunes qui ont commis des peccadilles sont aussitôt condamnés à des peines lourdes. Les immigrés risquent de surcroît d'être frappés de la double peine et expulsés à leur sortie de prison sous couvert de troubles à l'ordre public*». Il s'agit également de manifester contre la condamnation de Toumi Djäida, l'initiateur de la marche de 1983, à 14 mois de prison ferme pour un vol commis en 1982, et dont il se dit innocent, et de protester contre la relaxe du policier qui avait tiré sur Toumi en 1982. La revendication est claire : la même justice pour tous.

Périgueux

Le groupe des «Portugais» parti de Toulouse est accueilli par un comité pendant deux jours. Une rencontre est organisée entre rouleurs, militants associatifs et élus locaux, sur le thème de l'égalité des droits. Comme dans chaque ville, une manifestation festive et conviviale permet de valoriser la richesse de la diversité culturelle et sociale.

Blois

Un débat réunit un député de l'Indre, des représentants politiques et la presse. La question d'un cafetier de Blois refusant de servir les clients d'origine étrangère y est abordée. Le débat devient vite passionné, une délégation est finalement envoyée dans ledit café. 70 personnes, dont les rouleurs et le député, se déplacent pour constater les faits. Préférant éviter l'affrontement, les jeunes se retirent et l'élu constate navré «*qu'effectivement, les droits de l'homme étaient bafoués dans cet établissement*»... (La Nouvelle République, 25 novembre 1984).

Orléans

Reçus dans un foyer délabré de travailleurs immigrés, où les chambres insalubres de 8 m² sont partagées par trois personnes, les toulousains participent à un débat sur le logement, «*Nous voulons être traités comme des individus à part entière, selon des références valables pour tous*» (La Nouvelle République, 26 novembre 1984).

Les conditions des derniers jours de la marche sont difficiles, en raison du mauvais temps et de problèmes matériels. Mais les rouleurs arrivent en temps et en heure à Paris pour la grande convergence.

L'arrivée de Convergence : Paris 1^{er} décembre 1984

Honorer la mémoire des premiers combats

Les jeunes, dans un premier temps, commémorent les grandes dates symboliques, à commencer par celle de la Commune de 1871 (qui avait voté des lois d'avant-garde, en promulguant notamment le droit de vote des femmes et avait permis aux travailleurs immigrés d'être élus «considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent [...]). D'autres événements forts sont aussi mis en lumière comme le massacre de Sétif le 8 mai 1945 (des milliers d'Algériens qui réclamaient la libération de Messali Hadj, alors en prison, sont assassinés dans l'indifférence internationale), ou la sanglante répression organisée par le préfet de police Maurice Papon contre des manifestants maghrébins le 17 octobre 1961.

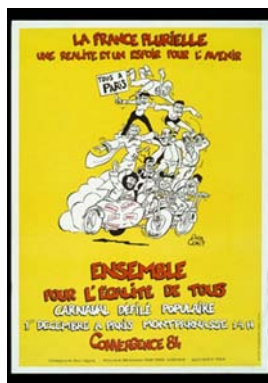
Le défilé carnaval

La manifestation se poursuit l'après-midi ; elle se veut être un «défilé carnaval», au départ de Montparnasse, unanimement qualifiée par la presse de carnaval «Black, Blancs, Beurs». 30 000 personnes participent, c'est moins que l'année précédente. Le prix de l'autonomie : les militants politiques et syndicaux sont peu nombreux dans le défilé, en grande majorité composé de jeunes fortement mobilisés.

Un discours inattendu

Certains des leaders de Convergence, mis en avant par les médias, prennent la parole au nom du mouvement sans concertation avec la majorité des rouleurs.

Le discours intitulé «Lettre ouverte aux gens convaincus» organisé place de la République est un choc rude pour tout le monde, public comme rouleurs (notamment les toulousains, qui n'ont pas été associés à sa conception). «*Il y a toujours une personne ou deux, lors de notre passage dans les villes, pour nous dire, sur un ton navré : le problème c'est qu'encore une fois, nous nous retrouvons entre gens convaincus. Et c'est à cause de ça que les choses n'avancent pas... (...) Force a été de constater que la plupart des organisations qui nous ont accueillis tout au long des trajets, se sont révélées incapables de faire le travail prévu. Faire apparaître la diversité culturelle des quartiers, susciter des initiatives locales... Nous*



nous sommes retrouvés enfermés dans de grandes salles et de grands débats généraux, où revenaient sans cesse le leitmotiv du racisme et celui de la montée de l'extrême droite. Discussions où toutes situations concrètes sont oubliées au profit de discussions générales qui permettent à beaucoup, nous le soupçonnons, de soulager leur mauvaise conscience... À sortir le racisme à toutes les sauces, on finit par le banaliser, et surtout occulter des problèmes qui ne sont pas exclusivement ceux de l'immigration.»

Ce discours surprend une grande partie des rouleurs, ainsi que les gens qui les ont soutenus. Il ne reflète pas l'opinion de la majorité, même si, dans les grandes lignes le sentiment est partagé. La distance entre la base et ceux mis en avant par la presse est évidente.

sur une nouvelle citoyenneté que de solliciter un peu de solidarité.

Vers une nouvelle citoyenneté ?

Exiger l'égalité pour tous, valoriser le caractère multi-culturel et multi national de la société française a été le moteur de Convergence 1984.



Incompréhension et malentendus : un débat manqué ?

Ce n'était pas une marche contre le racisme

Au final, de nombreux malentendus et incompréhensions. Comme l'explique Mario, du groupe toulousain, «il s'agissait d'être solidaire avec les Maghrébins. Mais être solidaire avec quelqu'un, c'est déjà le marginaliser, l'exclure. Le problème du mélange est celui de tous. Pas celui des Maghrébins. Les rouleurs de Convergence ce sont des Maghrébins, des Portugais, des Africains, des Asiatiques, des Français, des Turcs qui débattent de l'égalité, d'égal à égal.» (Le Matin, novembre 1984) La valorisation de la pluralité n'a jamais mise en avant par la presse, qui n'a retenu des cinq trajets que les villes de départ, et non les origines représentées. Jamais elle n'a parlé du groupe des Portugais mais de celui parti de Toulouse, ni de celui des Maghrébins mais des participants de Roubaix.

Les rouleurs se sont rendu compte sur le terrain qu'il était beaucoup plus difficile d'ouvrir le débat

Mettre en avant les difficultés de logement, d'emploi, le rapport des jeunes avec la police et la justice, l'échec scolaire pour les plus défavorisés ainsi que tous les problèmes qui touchent ceux qui vivent au quotidien dans les quartiers. Pas uniquement les immigrés. Des questions de société qui nécessitent un vrai débat. Convergence a voulu impliquer tous les citoyens, ce débat n'a pas été compris, ou a dérangé...

En fait, tout ce que Convergence a souhaité éviter finalement refait surface : les problématiques de l'intégration et de l'anti-racisme, stériles, inopérantes et refoulant les Maghrébins dans un face-à-face avec les Français ont pris le pas sur la revendication de l'égalité des droits et d'une nouvelle forme de citoyenneté dans une France multi-raciale. La question du racisme a masqué tous les autres problèmes. Quelques semaines après Convergence, émerge une association «née dans les couloirs de l'Elysée», sous le patronage du parti socialiste : SOS racisme, et son omniprésente petite main jaune «Touche pas à mon pote».

La chanson dans l'immigration

**MOGNISS H.
ABDALLAH**

Une mémoire musicale familiale

L'atmosphère toute en contrastes de la 2^e édition du festival Origines Contrôlées, mêlant confortable ambiance de café-musique et exposition d'objets usuels, symboliques de l'immigration d'antan - dont des pochettes de disques 45 ou 33 tours empruntés à la famille Amokrane -, a indiqué sans détours l'hommage voulu aux parents de l'immigration et à leur histoire. Une idée reçue tenace présuppose que les «anciens», Chibanis et Chibanias, murés dans le silence, n'ont quasiment rien transmis, laissant leur progéniture en déshérence. En consacrant une part importante du festival au thème transversal de «l'immigration en chanson», les animateurs du Tactikollectif contestent cette absence de toute transmission. S'appuyant sur leur propre expérience, ils rappellent combien a été prégnante la musique à la maison, autour du transistor et surtout de l'électrophone installé dans le salon familial, qui permettait aux parents d'écouter les chansons de leur choix. Certes, beaucoup d'enfants ne comprenaient pas grand chose aux paroles, ou à leur sens souvent métaphorique. Mais, comme le souligne Rachid, du groupe toulousain Azarif, invité sur les planches du festival pour donner un aperçu des chansons de l'immigration, «des gars comme Mouss et Hakim Amokrane, les deux frangins de *Zebda*, *Motivés* et *100% Collègues*, sont habités par la pratique musicale des «anciens», et deviennent à leur tour des passeurs d'un patrimoine culturel de l'immigration impressionnant par son ampleur et sa diversité».



Les passeurs d'un patrimoine artistique impressionnant

Des textes de chansons circulent désormais, traduits en français ou en d'autres langues. Car, la démarche de réappropriation de ce patrimoine par les héritiers de l'immigration ne se limite pas au seul public maghrébin. Elle s'inscrit aussi dans un mouvement musical grand public, français et

international. Avec Zebda, la Mano Negra et Manu Chao, l'occitan et l'espagnol participent à la mêlée. Mouss et Hakim intègrent dans leur répertoire multiculturel des chants kabyles comme *Vava Vebri* (100% Collègues). Magyd Cherfi (ex-Zebda) fait une reprise du célèbre poète et chansonnier kabyle Aït Menguelet dans *Motivés*, compilation à succès de chants de lutte (parmi lesquels *Bella Ciao* et le *Chant des partisans*), habillés de sonorités actuelles. Rachid Taha, l'ex-leader du groupe de rock Carte de Séjour, avait quant à lui dès 1996 rendu un hommage appuyé à l'artiste populaire Dahmane El Harrachi avec la reprise de *Ya Rayah* (Toi qui pars). En ouverture du grand concert *Un, deux, trois, Soleil*, donné au Palais de Paris Bercy en 1998, il avait entonné avec Khaled et Faudel *El Menfi* (Le Banni), composé en 1959 par Akli Yahiatène, alors emprisonné sous l'accusation de collecter des fonds au profit du FLN.

La chanson des «anciens» révèle aussi des acteurs sociaux porteurs d'une histoire

Au-delà de ces tubes à la notoriété établie, on assiste à un intérêt croissant pour l'histoire de la culture musicale et orale des migrants. Celle-ci ne se résume pas à la complainte de l'exil ou à la nostalgie du pays délaissé, thèmes majeurs de El Hadj M'hamed El Anka ou de Slimane Azem. Les artistes se révèlent aussi des acteurs sociaux porteurs d'une histoire. Nombreux à travailler en usine, à Renault ou ailleurs, certains ont, dès les années 1930 pris parti dans leurs textes pour l'Etoile nord-africaine, puis pour le Parti du peuple algérien (PPA). Le réseau des cafés dans lesquels ils se produisent, tout comme les tournées artistiques à travers la métropole, ont d'ailleurs servi de points d'appui aux différents mouvements indépendantistes, y compris plus tard au MNA ou au FLN.

D'autres artistes ont aussi abordé des réalités moins connues témoignant d'une installation durable, comme la vie et l'amour avec une Française (Ahcène Mezani dans *Zwadj i ghorva* -

Le Mariage de l'exil). A partir des années 60-70, Salah Saadaoui évoqua, entre bien d'autres thèmes, la vie des travailleurs immigrés confrontés aux tracasseries administratives et à la recrudescence du racisme. En 1984, il enregistra même une adaptation de la pièce *Mohamed, prends ta valise*, de l'écrivain Kateb Yacine. Malheureusement, sa cassette audio n'a jamais été exploitée de son vivant. Il est mort, le 10 mai 2005.

La relève interculturelle et intergénérationnelle des années 80-90

Au début des années 80, la relève «beur» marque une rupture plus nette avec le fatalisme de la «ghorba» (l'exil). Au moment même où disparaissent Dahmane El Harrachi et Slimane Azem, les fêtes interculturelles organisées dans les cités de banlieue par les nouvelles associations de jeunes renouent avec la «société des musiciens» imaginée par leurs aînés, faite de passerelles entre artistes d'horizons très divers. A l'instar du groupe Carte de Séjour, apparu dans le contexte de la révolte des banlieues lyonnaises, des liens multiples se tissent entre

artistes et militants associatifs à travers la France, donnant naissance à des réseaux et à des savoir-faire qui se professionnalisent au fil des ans. Le Tactikollectif est issu de cette dynamique. La Caravane des quartiers, sous des appellations différentes, relie pendant une décennie ces nouveaux acteurs culturels du Val-Ourré (Mantes-la-Jolie), Bondy, Saint-Etienne, etc. La Mano Negra et Manu Chao y participent activement. Ainsi, dans le documentaire *Pura Vida* (DVD *Out of time*), Philippe Teboul chante dans la liesse générale *Sidi H'bibi*, une reprise d'un hymne attribué tantôt à Enrico Macias, tantôt au répertoire marocain. Des images d'un concert de l'association SOS ça bouge à Bondy témoignent de

l'énergie interculturelle et intergénérationnelle libérée par les musiques entremêlées des jeunes et des anciens. Les enfants, mais aussi les parents, hommes et femmes, vivent ainsi de véritables moments de bonheur, très fiers d'avoir réussi à inviter les grandes voix de l'immigration chez eux, dans «leur» ville ou cité. La venue à la maison de Cheikha Remiti, par exemple, constitue un événe-

Repères

- *La Chanson de l'exil ; les voix natales (1939-1969)*, Rachid Mokhtari, Alger - Casbah éditions, 2001
- *Chants kabyles de la guerre d'indépendance*, Mehenna Mahfoufi, éditions Séguier, 2002.
- *Beurs' Melodies, cent ans de chansons immigrées du blues berbère au rap beur*, Bouziane Daoudi et Hadj Miliani, éditions Séguier, 2003.
- *Les grands maîtres algériens du cha'bi et du hawzi, diwan arabe-kabyle*, textes transcrits, traduits et annotés sous la direction de Rachid Aous, éditions El Ouns/l'UNESCO, Paris, 1996.
- *Pour écouter Algérie, mon beau pays*, de Slimane Azem : www.tactikollectif.org/
- *Slimane Azem, Une légende de l'exil*, un documentaire de 52 mn réalisé par Rachid Merabet. www.apiamp.com
- *La Mano Negra, Out of time*, double DVD, www.out-of-time.fr



ment extraordinaire pour les familles. Cette grande dame du raï, qui vient de disparaître, rappelle aussi l'importance des femmes dans la chanson, parmi lesquelles Chérifa, Noura, Asma, Hanifa, Malika Domrane ou Chaba Fadela.

Djamel Khalfaoui, ex-animateur de SOS ça bouge, persévère aujourd'hui dans un travail de recherche musicale, à travers la réalisation de reportages ou de documentaires au long cours sur le raï ou le chaâbi. Dans *Les tubes de l'exil*, titre d'un sujet diffusé en février 2004 sur i-Télé, il présente Kamel El Harrachi, qui pérennise l'œuvre de son père Dahmane et donne une nouvelle jeunesse à cette musique.

Chansons de l'immigration
reprises par Rachid Azarif.
Festival Origines Contrôlées 2005
(Bob Connand)

> suite page 26

«Slimane Azem, une légende de l'exil»

Madame encore à boire *Madame encore à boire*

Slimane :
Je ne sais pas pourquoi
Je cherche à boire
L'ire et les ennuis
Me donnent une soif insatiable
Mon ventre comme réservoir
Plus volumineux que l'océan
Est aride comme un désert
Il engloutit tout ce qu'on lui sert
Mais toi tu ne le comprends pas

Madame il n'est pas de «quand même»
Je ne suis point ton enfant
Pour que tu puisses m'éduquer
Jadis j'étais perspicace
Aussi avant même d'ouvrir la bouche
Je savais ce que tu allais dire
me voici maintenant comme bête de somme
Que tu parles ou te taises
Je ne sais plus ce que tu veux

Quand j'étais raisonnable
Et aussi capable
J'étais heureux à l'envie
Mes actes comme ceux d'un comptable
Chose incroyable
Étaient en ordre à leur place
Me voici maintenant insupportable
Ça c'est formidable
Je suis même devenu ivrogne

Madame encore un verre
pour oublier les soucis de mon père et mon beau-père
Complices pour détruire mon foyer
Ils ont combiné leurs affaires
Chacun à sa manière
Pour abattre sur moi les ténèbres
Ils m'ont jeté dans un bourbier
me recouvrant de boue
Tout ça tout ça à cause de ma femme

Hamid :
Alors cesse de picoler
S'il te reste un peu de sagesse
Pour que nous puissions nous entendre
Tout cela n'est pas ludique
Puisqu'il est écrit dans le Livre
Et que la religion le prohibe
Sinon tu pâtiras encore
Et s'il te reste des amis
Ils t'abandonneront aux ténèbres

Slimane:
Je ne sais pas pourquoi
Je cherche à boire
Si lywec w demmar
I ffudey maçi d kra
Aabbuð iw d arizervwar
Yeyleb lebher
Yekkaw amzun d ssehra
Ayen i s d fkið a t inxer
Lamaana ur tefhimeð ara

A Madam ulac kamim
Nekk maçi d mmi m
Bac akken ay id wessed
Zik nni lliy d ufhim
Qbel a t ldið imi m
Ay zriy ac' a d inið
Ma tur' uyaley d abhim
Xas hder ney qim
Ur zriy dac' ay tebyið

Asmi lliy rizonabl
Yerna lliy kapabl
Gerrzey yaani dayen kan
Lecywal iw am ukuntabl
C'est incroyable
Kul lhağga tese' amkan
Tur' aqliy' insupportable
Cà c'est formidable
Uyaley biða d asekran

Ya madam encore un verre
Si lyuc l-le père et le beau-père
Mgazan hudden i y' axxam
Kumbinin yakw les affaires
Chacun sa manière
Ma d nekk yeqlen-d fell-i tlam
yeqlen i yi deg wexmir
Ssamsen i y' aydir
Tout ça à cause de ma femme

Hamid :
Ihi berka k ccrað
Ma yella kra n şşwab
Bac akken a nemsefham
Wagi maçi d ccywul n llaab
Yensex di lkitab
Ula di ddiin d lehraam
Mulac aţ arwuð laatab
Xas teseið lehbab
Ak gğen deg giwen n tlam

«Au bled, je jouais de la musique occidentale genre rock, raconte Rachid du groupe Azarif, depuis quinze ans en France. On se moquait des histoires "à l'ancienne" des chanteurs de l'immigration. Mais quand je suis devenu "immigré" à mon tour, c'était comme si elles s'adressaient directement à moi.» Depuis, avec sa touche chaâbi de Béjaïa «arrangé», il réinterprète un



Algérie, mon beau pays

Je me rappelle cette nuit d'orage
Entouré de mon père et de ma mère
En exil dès mon jeune âge
J'ai préparé mes affaires
Pour mon premier voyage
M'exiler au-delà des mers
Je revois d'ici mon village
Et tous ceux qui me sont très chers
Pour moi ce paysage est le préféré de la Terre

L'Algérie mon beau pays
Je t'aimerai jusqu'à la mort
Loin de toi je vieillis
Rien n'empêche que je t'adore
Avec tes sites ensoleillés
Tes montagnes et tes décors
Jamais je ne t'oublierai
Quel que soit mon triste sort

Seul je me parle à moi-même
J'ai failli à mon devoir
J'ai mené une vie de bohème
Et vécu dans le cauchemar
Quand je chante ce poème
Je retrouve tout mon espoir

large répertoire de chanteurs algériens-arabes, berbères ou juifs, parmi lesquels Mazouni, Blond-Blond, Lili Boniche, Enrico Macias, Rabah Driassa, Dahmane El Harrachi, Aït Menguellet... Sans oublier Slimane Azem, à qui le festival Origines Contrôlées a dédié une soirée d'hommage le 30 novembre 2005, avec la diffusion en avant-première de *Slimane Azem, une légende de l'exil*, un documentaire de 52 mn réalisé par Rachid Merabet.

Figure légendaire de la chanson algérienne, Slimane Azem (1918-1983) était apprécié et respecté pour ses chansons empreintes de religiosité et d'une morale inspirée à la fois par les fables de la Fontaine et de Si Mohand, dans la filiation des poètes kabyles de tradition orale.

Il n'a fait qu'une apparition à la télévision (à l'émission Mosaïque sur FR3) et a subi l'ostacisme du pouvoir algérien, qui lui reprochait sa solidarité avec des gens de sa famille ou de son village accusés de collusion avec l'armée française. Malgré de nombreux succès, un disque d'or en 1970 et une scène à l'Olympia de Paris, Slimane Azem a fini sa vie reclus dans une ferme de Moissac (Tarn). Cependant, sa mémoire a été cultivée dans les cercles de famille et ses chansons ont été reprises par les jeunes artistes amazigh. Mais son auditoire va bien au-delà de la communauté kabyle, atteignant pieds-noirs et arabophones. La connaissance et la diffusion de son œuvre, comme celles d'autres artistes de l'immigration mélangeant le berbère, l'arabe, le français et d'autres langues, pourrait contribuer à des rapprochements culturels multiples. Et ainsi surpasser des conflits identitaires historiques encore à vif, pour ouvrir la voie à une mémoire collective, arabo-berbère, franco-algérienne et universelle, enfin pleinement assumée.

Slimane Azem, le poète de Youssef Nacib, Edition Zyriab

Slimane Azem, une légende de l'exil, de Rachid Méribet. Les films de la Castagne. 2005



Allons si tu veux partir

Alger est une ville resplendissante
Les journaux évoquent son nom

Si célèbre dans toute l'Afrique.

Bâtie avec chaux et ciment

Ses fondations affleurent la mer

Sa beauté subjugué qui la voit

Ô Saint Abderrahmane

Au pouvoir démesuré

Ramène de grâce l'exilé au foyer

Ô Mouh ! Ô Mouh !

Viens donc nous accompagner

Juste avant de partir

Je fis maintes promesses aux parents

Je leur dis que je reviendrais

Tout au plus après un an ou deux

Mais je m'en allais perdu comme un songe

Voici maintenant plus de dix ans

Ô seigneur notre Dieu

Qui nous est si Cher et si Doux

Ma jeunesse a fondu en corvées

Dans les tunnels du métro

Paris m'a ensorcelé

Qui doit posséder des amulettes

Je suis pareil au malade

Et j'attends que s'ouvre une porte

Moi je me suis fait à l'exil

Mais mon cœur désire son pays

Partir Je n'ai point d'argent

Rester ? Je redoute la mort

Je n'ai de souci et pitié

Que pour mes gosses à l'abandon

Ils m'attendent chaque jour qui passe

tandis que je refuse de partir

C'est que l'exil m'a fait tourner la tête

Jusqu'à oublier la route qui était la mienne

Ma a jedduḍ a nruḥ

Lzayer t-tamdint yelhan

Teffye-d di lǧerman

Di Lafrik mechuḥ y isem is

Llsas is yezzi-d yef aman

Yebna s lǧir w ssiman

Wehmen akw medden di zzin is

A sidi eebdeḥraḥman

A Bab l-lberḥan yeqwan

Terreḍ ayrīb s axxam is

A Muḥ a Muḥ

Kker ma a jedduḍ a nruḥ

Asmi uqbel ad ruḥey

Zuxxeḍ asen atas i lwaldin

Nniy asen ad uyaley

Ma eettley asceggwas ney sin

yerqey am targit ruḥey

Tura kteḥ n aacr snin

Annay a Sidi Rebbi

Ay Ahnin ay Amaazuz

Temz' inu truḥ d akwerfi

Deg Wmitru daxeḥ uderbuz

D Lpari tezzi fell-i

Waqila tesea leḥruz

Aqli am in ihelken

Tṛaḡuy a teldi tebburt

Di lywerba wulfey dayen

Ma d ul iw ibya tamurt

Ma ruḥey ulac idrimen

Ma qqimey ugwwadey lmut

Ur i iyaḍ ur i yerzi

Siwa dderya nni d yurṛey

Kul yum tṛaḡun iyi

Ma d nekk ugwwiy ad ruḥey

Lywerba tezzi yiss-is

Ierq-i webrid tṛey

Porte des outre-mers

PASCAL BLANCHARD

Historien, chercheur associé au CNRS de Marseille, Président de l'Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique, directeur de l'agence *Les bâtisseurs de mémoire*.

Retrouvez le texte dans son intégralité sur www.origines-controlees.org

En traversant les siècles, l'outre-mer est une constante, comme un pôle qui a forgé une aventure et un destin collectifs. Ces espaces géographiques ont tous été le théâtre d'un incessant ballet de voyageurs en partance, de troupes coloniales de passage, d'étudiants en quête d'un diplôme, de travailleurs immigrés à la recherche d'un emploi dans les mines, les campagnes ou les arsenaux, d'exilés demandant protection, et de visiteurs officiels ou d'artistes en quête de notoriété. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Sud-Ouest vit à l'heure coloniale et la présence des Suds est entrée, progressivement, dans le quotidien sans véritable passion - une situation très différente de celle de Marseille¹ ou que celle que connaît Paris depuis 1926, où une surveillance régulière des colonisés² s'est instaurée. On y retrouve la même xénophobie latente teintée de racisme colonial, mais exprimée avec moins de vigueur.

Avec la défaite, en quelques mois, le paysage local change du tout au tout : travailleurs coloniaux en camp (comme les Indochinois recrutés en 1939³), prisonniers mis au travail sur des chantiers et sur le mur de l'Atlantique par les Allemands, *frontstalags* installés dans tout le sud de l'Aquitaine⁴, propagande coloniale et «jeux de l'empire», vont rythmer les quatre années de conflit. Jusqu'à la Libération, cette époque ressemble à une parenthèse dans cette longue histoire entamée le siècle précédent. À la fin du conflit, rappelle Sandrine Lemaire, «*les troupes qui s'en retournent au pays croiseront les premiers contingents de travailleurs en provenance du Maghreb*».

L'empire et ses crises sont pourtant déjà proches, avec le conflit indochinois qui commence. Alors qu'il n'est plus au gouvernement, le général de Gaulle vient à Bordeaux le 15 mai 1947 et tient un discours mémorable, dans lequel il aborde largement la question coloniale, la «mission civi-

lisatrice» de la France, et semble donner quitus à la politique de répression outre-mer qui se déploie sur l'Union française depuis le 8 Mai 1945. Mais, face à ce mouvement de désagrégation qui se généralise, le colonisateur, comme le constate François Maspero en 1994, va rester sourd et aveugle, et «*c'est ainsi que l'on voit s'engager le processus inexorable qui mène à Diên Biên Phu, et se mettre en place les prémices de la guerre d'Algérie et de son million de morts*»... Et c'est ainsi que s'annonce, aussi, le drame du «grand retour», celui des rapatriés d'Indochine tout d'abord, puis celui des pieds-noirs⁵ et des «harkis»⁶.

Le passage de l'invisible au visible...

Pour les besoins de la reconstruction et face à une démographie inquiétante, la métropole a besoin de travailleurs peu qualifiés et de renouveler la population française. Après différentes approches politiques, c'est sous l'égide de l'Office national de l'immigration que s'organise ce recrutement, principalement en Afrique du Nord, alors que de nombreux spécialistes (comme Georges Mauco) avaient préconisé un «recrutement» intra-européen. À la fin de ce processus, qui accompagne la fin de l'Empire, c'est l'Afrique noire (à partir de 1963) et les départements d'outre-mer (avec la création, en avril 1963, du *Bumidom*) qui sont associés à l'Afrique du Nord comme «réservoir» de main-d'œuvre pour la métropole.

Dès le milieu des années 60, la mise à l'écart de ce passé et des hommes a perduré, et ce principalement dans un espace urbain. Il faut attendre les événements et les «marches» (de 1983 à 1985⁸) pour sortir enfin de vingt ans d'invisibilité. Mohamed Zedjebil a parfaitement montré comment s'est fixée sur le territoire cette «immigration spécifique» dans des lieux qui deviennent

1. BLANCHARD Pascal et BOËTSCH Gilles, *op. cit.*

2. BLANCHARD Pascal, DEROO Éric, EL YAZAMI Driss, FOURNIÉ Pierre et MANCERON Gilles, *Le Paris arabe*, Paris, La Découverte, 2003.

3. ANGELI Pierre, *Les Travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, thèse de doctorat, université de Paris II, 1946 et RIVES Maurice, «Les travailleurs indochinois en France (1939-1954)», *Hommes et Migrations*, n°1175, avril 1994.

4. PLOUZEAU André, «Troupes coloniales en captivité dans les Basses-Pyrénées et dans les Landes : le Frontstalag 222 au Polo de Beyris à Bayonne-Anglet et ses Kommandos, 1940-41-1946», *Cahiers de l'AMB*, Pau, Mémoire collective en Béarn, 1997.

5. JORDI Jean-Jacques, 1962, *l'arrivée des Pieds-noirs*, Paris, Autrement, 1995 et ZYTNICKI Colette, «L'accueil des Juifs d'Afrique du Nord par les institutions communautaires, (1961-1965) : à immigration d'un type nouveau, réponses nouvelles», *Archives juives*, dernier trimestre 1998.

MORELLE Chantal, «Les pouvoirs publics français et le rapatriement des harkis en 1961-1962», *Vingtième Siècle*, n° 83, juillet-septembre 2004.

AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens), *L'émigration guadeloupéenne en France*, Paris, L'Harmattan, 1978.

8. ABDALLAH Mogniss H., *J'y suis, J'y reste ! Les Luites de l'immigration en France depuis les années soixante*, Paris, Reflex, 2000.

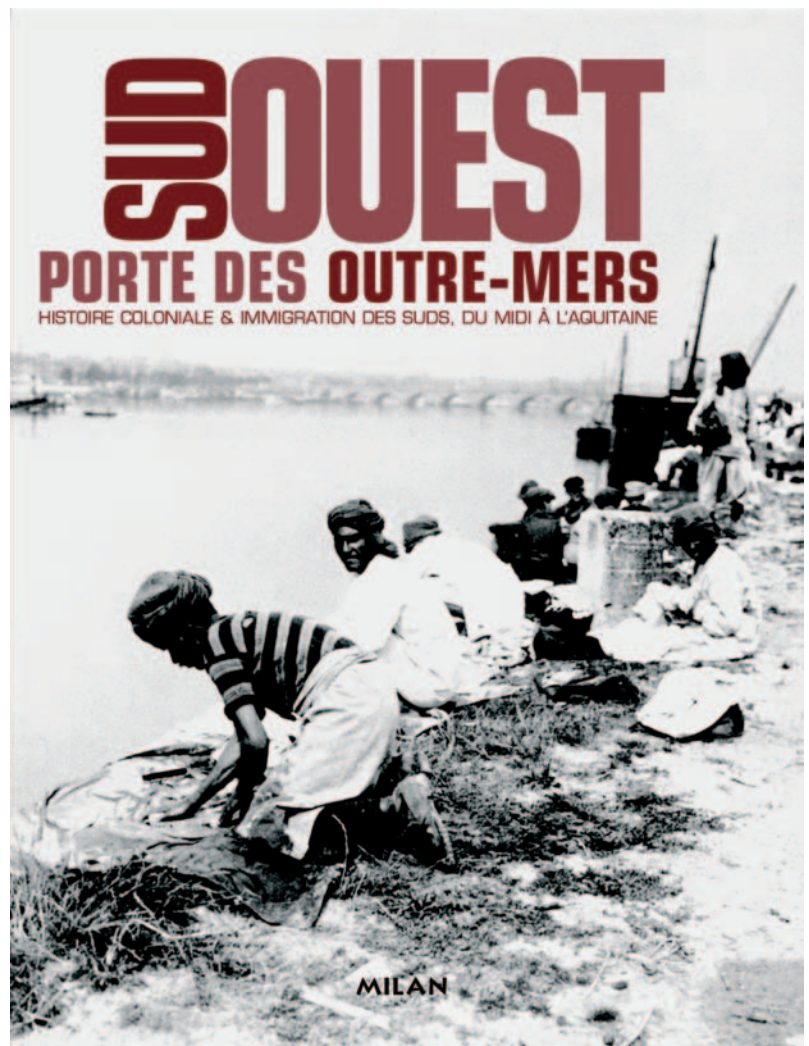
9. GRENÈCHE Estelle, *Acteurs en lutte. Le Mouvement des sans-papiers à Bordeaux*, thèse de doctorat, université de Bordeaux II, 1999.

10. MESLALLA Abdelouahab, *Trajectoires migratoires des ruraux marocains en France. Étude de cas : Languedoc-Roussillon*, mémoire diplôme de hautes études au Ciheam,

très vite «à la marge». Marie-Christine Jaillet précise d'ailleurs, au sujet de Toulouse, que ces grands ensembles ont «une même conception architecturale basée sur l'édification de tours et barres variant de huit à vingt étages», et vont surtout avoir un autre point commun : devenir des pôles de regroupement des populations issues de l'empire colonial.

Et pourtant, l'immigration en provenance d'Afrique, des Antilles ou de l'Asie du Sud-Est ne cesse pas de croître dans la décennie qui débute. Celle-ci trouve son point de basculement avec la nouvelle image des sans-papiers en 1995⁹ qui, pour la première fois, accompagne celle du «travailleur immigré» jusqu'alors dominante, et annonce - sans lien direct - celle du «jeune de banlieue». Sur tout le territoire régional, l'immigration en provenance des outre-mers devient majoritaire. En Languedoc-Roussillon, l'immigration marocaine¹⁰ et algérienne¹¹ est largement implantée malgré le déclin de l'industrie minière et le fort taux de naturalisations. À Toulouse, en 1990, 7,9 % de la population est étrangère : un peu moins des trois quarts viennent du Maghreb¹², mais on compte aussi une forte présence d'Asiatiques¹³, pour la plupart réfugiés à partir des années 78-80. À Bordeaux et en Aquitaine, Sénégalais¹⁴, Antillais, Réunionnais et Malgaches sont, aux côtés des Marocains¹⁵, majoritaires dans les flux migratoires. Sur tout le territoire, la deuxième génération est maintenant «française», elle entre également en politique et impose une pluralité des cultures dans moult festivals ou scènes locales. Symbole de cet engagement, en 1985, naît à Toulouse le groupe Zebda - «beurre» en arabe - et l'association Tactikollectif¹⁶, deux piliers des Motivé-e-s qui, à l'automne 2000, présentent des candidats aux municipales¹⁷. Cette génération a, dès lors, un référent, symbole de succès, d'emprise sur son temps, et qui n'est pas en rupture avec le passé des aînés.

La dernière étape de ce voyage dans la mémoire des Suds a été marquée par de nombreuses crises et «révoltes urbaines», «de celle du Mirail à



Sortie du livre le 26 octobre 2006. Editions Milan.

Toulouse en 1998 à celle du Petit Bard à Montpellier en 2006, en passant par celle de Montauban en 1999, sans oublier évidemment celles, nationales, de l'automne 2005 qui ont touché nombre de cités du Sud-Ouest». Si elles ne sont pas une exclusive locale, elles ont pris dans la région une valeur symbolique évidente, comme au début de l'année 2005 à Perpignan ou à la fin de la même année à Toulouse dans le quartier du Mirail, qui a sans doute été la plus médiatisée (car faisant suite à celles de 1998) par la presse nationale et internationale.

Master of Science, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, 1998.

11. SIMON Jacques, *op. cit.*

12. BENTAIEB Lamouria, *Introduction à l'étude de la main-d'œuvre d'origine nord-africaine dans la région Midi-Pyrénées*, mémoire de maîtrise, université de Toulouse-Le-Mirail, 1971, et BOUDER Abdelmadjid, *L'immigration nord-africaine dans l'agglomération toulousaine*, mémoire de maîtrise, université de Toulouse-Le-Mirail, 1974.

13. BELLOCQ Marie-Pierre, *Le Réseau informel des Vietnamiens à Toulouse*, mémoire de maîtrise, université de Toulouse-Le-Mirail, 1988.

14. BLANCHY Aline, *Les Enfants peuls sénégalais des Aubiers*, mémoire de DEA, université de Bordeaux II, 1985 ; «L'Afrique à Bordeaux», *Dialogues avec les arts d'Afrique, Culture et développement*, Grenoble, n° 10, juillet 1998 ; COLY Jean-Martin, *Situation migratoire et ethnicité : essai d'analyse fonctionnelle des stratégies d'intégration des migrants Diolas à Bordeaux*, thèse de doctorat, université de Bordeaux II, 2002.

15. HARRAMI Noureddine, *Les Jeunes issus de l'immigration marocaine dans la région de Bordeaux : étude de quelques aspects de leur participation à la culture parentale*, mémoire de maîtrise, université de Bordeaux II, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

16. MOORE Damian (interview de Salah Amokrane), «Les Motivé-e-s : l'émergence de nouveaux acteurs au sein de l'espace politique local», *Migrations Société*, n°77, septembre-octobre 2001.

17. MAGUIN Fabien et LISAK Fred, *Motivés, motivées, soyons motivé-e-s*, Paris, Le Seuil, coll. Points, 2002, et MOORE Damian, *op. cit.*

Miroir médiatique et aléas de la mémoire

La mémoire n'est point un répertoire de la nostalgie. C'est le champ où se déploie l'histoire, entre passé et avenir. Un champ qui se construit chaque jour par l'action. Un champ lisible en des lieux qui maintiennent la tension d'une histoire en perpétuel devenir.

MOGNISS H. ABDALLAH
Agence IM'MÉDIA

«C'est nous qui avons fait tout ça ?» s'exclame un ex-marcheur, en visionnant *Minguettes 1983 : paix sociale ou pacification ?*, un film d'atelier réalisé par l'agence IM'média, diffusé en boucle au centre Beaubourg dans le cadre de la grande exposition *Les Enfants de l'immigration* (Paris, 1984). «Je n'ai rien appris de vraiment nouveau, mais j'avais tout oublié !» s'étonne un autre, lui aussi acteur de la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Vingt ans après, une ex-marcheuse invitée à se remémorer son expérience sur le vieux port de Marseille, soupire : «A quoi bon ? Tout a déjà été dit.» Par qui ? «Par les spécialistes». Ces réactions spontanées, recueillies quelques mois après l'euphorie médiatique qui a entouré l'arrivée de la Marche le 3 décembre 1983, ou avec le recul du temps, témoignent des défaillances des mémoires individuelles et de l'absence de conscience de soi comme acteur autonome d'un événement qui a pourtant marqué l'histoire récente de la société française. Elles sont aussi révélatrices du processus de délégation du pouvoir de représentation aux «spécialistes» de la parole publique, journalistes, sociologues ou «pros» de la politique, processus qui intériorise plus ou moins volontairement la dépossession du pouvoir de réflexion sur sa propre expérience, sa propre histoire.

Cette intériorisation se manifeste d'abord par mimétisme. Vis-à-vis du temps médiatique et de son mode de traitement de l'information où un événement chasse l'autre, fabriquant une actualité kleenex, jetable après usage. Vis-à-vis aussi des discours médiatiques dominants : il y a ainsi une grande complaisance à l'égard de l'image que renvoient les médias de soi-même. Comme si exister, c'était avant tout exister médiatiquement, dans le format déterminé par la presse. Ainsi, paradoxalement, les militants chevronnés consultent-ils avec avidité les médias comme une sorte de J.O. (journal officiel) des mouvements en cours. Et le copinage avec les journalistes est une pratique courue qui accentue d'avantage encore cette dépendance par rapport au miroir médiatique. Or les journalistes les plus impliqués dans la couverture de l'immigration et des banlieues travaillent généralement dans un cadre trop fluctuant et, de surcroît, ne restent pas bien longtemps en charge de ce dossier. En partant, ils ne transmettent guère leur expérience accumulée, ni leurs contacts sur le terrain. Plus surprenant, du côté des médias associatifs ou «communautaires», la mémoire d'évé-

nements comme la Marche pour l'égalité est elle aussi évasive. Des radios comme *Gazelle* à Marseille ou *Beur FM* à Paris, alors très impliquées dans l'organisation même de la Marche, ont perdu la trace de cette implication. Les anciens ont pris du recul, ou se sont évanouis dans la nature. Et les archives sonores sont introuvables.

Hiatus entre mémoires familiales et histoire officielle

Les nouveaux arrivants se tournent alors vers les paroles instituées et farfouillent sur Internet ! Afin de se reconstituer une grille de référence sur l'histoire, de l'immigration et des banlieues. En l'absence des acteurs oubliés de leur propre passé et face à des médias de l'instant, sans mémoire, la tentation est forte de réécrire l'histoire, ou tout du moins de se contenter d'approximations. Il y a les confusions délibérément entretenues pour s'asseoir une légitimité historique. SOS Racisme, par exemple, cultive l'ambiguïté sur ses origines, faisant croire que ses fondateurs étaient partie prenante de la Marche. Cela permet de faire passer l'idée que la Marche a été orchestrée par SOS Racisme, une association qui pourtant n'existait pas encore ! Une idée malheureusement reprise et colportée par des militants, des journalistes, et même par des historiens.

Le massacre de plusieurs centaines de manifestants algériens à Paris, le 17 octobre 1961, a quant à lui longtemps été confondu avec la charge des CRS au métro Charonne, le 8 février 1962, contre des manifestants anti-OAS (9 personnes proches du PCF y trouvèrent la mort). La gauche française a régulièrement entretenu la mémoire de Charonne, et des enfants de manifestants algériens d'octobre 1961 ont participé à ces commémorations, convaincus que leurs parents étaient morts au métro Charonne ! Trop petits en 1961, ils avaient gardé un vague souvenir du traumatisme familial vécu, mais ont très longtemps tout ignoré du 17 octobre. Il a fallu attendre le travail de mémoire des années 80/90 pour lever un coin du voile. Pourtant, beaucoup de ces enfants ont été encadrés par l'Amicale des Algériens en Europe, qui a pris la relève de la Fédération de France du FLN. Et l'Amicale a, elle, entretenu la mémoire du 17 octobre 1961. Dans ses publications

(*La Semaine*, puis *L'Actualité de l'émigration*), elle a ainsi publié des articles très bien documentés, parfois illustrés par les photos d'Elie Kagan.

Pourquoi, dès lors, la transmission n'a-t-elle pas eu lieu plus tôt dans l'immigration ? Une des explications plausibles réside dans le hiatus entre des mémoires familiales qui ont tu - ou du moins relativisé - une expérience personnelle douloureuse de la guerre de libération nationale afin de ne pas cultiver le ressentiment à l'égard de leur pays de résidence, et une histoire officielle, qui glorifie cette même guerre. Sans oublier la défiance des jeunes générations vis-à-vis d'une histoire de la guerre mythifiée par les anciens pour légitimer leur pouvoir.

Mémoire collective et petits arrangements avec l'histoire

Au-delà des Algériens, la confusion entre le 17 octobre 1961, Charonne et d'autres événements a aussi été entretenue dans les années 70 par les militants d'extrême-gauche, français ou arabes, impliqués dans les luttes ouvrières à Renault-Billancourt ou dans les combats antiracistes. Ainsi, plusieurs films militants de l'époque ont utilisé des photos du 17 octobre 1961 pour illustrer les crimes racistes commis en France dans les années 70. Leurs auteurs n'étaient peut-être pas conscients de la manipulation des images qu'ils opéraient. Il n'en reste pas moins que ces anachronismes témoignent de la facilité avec laquelle on peut instrumentaliser des situations et des contextes différents pour illustrer des discours idéologiques marqués du sceau de la propagande, sans souci de vérification des sources ou d'exactitude historique. Ces films, comme d'autres documents existants qui constituent au demeurant des archives précieuses, continuent à être vus, notamment par les nouvelles générations d'étudiants et de militants. Et, à défaut d'une mise en garde contre tous ces arrangements avec l'histoire, ils risquent de contribuer à la propagation d'un héritage patchwork, fait de fragments d'événements juxtaposés au petit bonheur la chance. Il ne s'agit pas tant ici de dénoncer le phénomène maintes fois décrit de «récupération» usurpatrice, mais plutôt de s'interroger sur les conditions de la production d'une mémoire collective, dépendante de mémoires subjectives elles-mêmes émoussées ou revisitées par l'air du temps. Comme nous l'avons vu, bien des acteurs du mouvement «beur» ont oublié les tenants et les aboutissants de leur propre action. D'autres s'emmêlent les pinces, tel cet ex-carrossier de Talbot-Poissy défendant mordicus que les violents affrontements raciaux entre grévistes immigrés et non-grévistes à l'usine (début janvier 1998) ont eu lieu avant la Marche pour l'égalité, et non après. Il se livre ainsi, en toute bonne foi, à une relecture optimiste de l'histoire, qui colle à l'idée qu'avant, c'était l'exploitation des travailleurs immigrés, et qu'après, c'est la saga des Beurs. Il se trouve qu'une partie des marcheurs ont tenu à faire le lien avec les ouvriers de Talbot, et ont participé à des actions communes après la Marche, dans la perspec-

tive d'un rapprochement inter-générationnel à partir de la question sociale. Or, cela n'était pas très «politiquement correct», à l'heure de l'éphémère «coup de cœur pour les Beurs». Cet épisode a donc été gommé des tablettes, comme s'il était insignifiant, comme s'il n'avait jamais existé.



Maquette du livre *J'y suis j'y reste ! Les luttes de l'immigration depuis les années 1960*. Mogniss H. Abdallah.

La sauvegarde de la mémoire écrite et audiovisuelle, un nécessaire savoir-faire qui ne s'improvise pas

Conscients des défaillances des mémoires individuelles et des aléas de la mémoire collective, des groupes ou associations d'obédiences diverses ont cherché à restituer l'histoire des luttes de l'immigration, dont ils se sentent les héritiers. L'agence IM média, pour qui le journalisme d'investigation constitue une écriture de l'histoire au présent, réalise en lien direct avec les acteurs sociaux, des documents écrits ou audiovisuels qui tendent à inscrire les luttes actuelles dans une continuité historique (*Voyages au pays de la Peugeot ; Douce France, La saga du mouvement beur ; La Ballade des Sans-Papiers*, etc.) *Au Nom de la mémoire*, animé par Mehdi Lallaoui et Samia Messaoudi, produit ouvrages, expos et documentaires audiovisuels (*20 ans d'affiches antiracistes ; Le Silence du Fleuve* - sur le 17 octobre 1961 - *Chronique d'un massacre - Sétif, 8 mai 1945*).

Le MIB (Mouvement-Immigration-Banlieue), lancé en 1995 à l'initiative du collectif Résistance des Banlieues, a, lui, aspiré à entretenir l'héritage des associations issues de l'immigration en s'installant dans l'ancienne MTI, la Maison des travailleurs immigrés de la rue de Montreuil à Paris, et en tentant de sauvegarder une partie des archives laissées-là à l'abandon. Mais ces dernières ont été irrémédiablement endommagées ou dispersées, suite à une expulsion locative par la police un jour de pluie. Et aujourd'hui, les documents récupérés s'entassent à leur tour dans le précaire local actuel du MIB, sous la menace de l'humidité, des rongeurs ou d'un nouveau déménagement mouvementé. Une expérience malheureuse qui montre à quel point il ne suffit pas d'être velléitaire. Conscient de cela, le MIB espère se ressaisir et aspire à la constitution d'un centre de documentation indépendant sur les luttes de l'immigration.

Mais la sauvegarde des archives écrites ou audiovisuelles nécessite des moyens importants, de la méthode et un savoir-faire qui ne s'improvise pas. D'où l'intérêt de la démarche de l'association

de la frontière, l'accueil, l'identité, le travail, les luttes sociales et le sport.

Marges de manœuvre institutionnelles et rôle aiguillon des médias dévoués aux luttes

Cette participation sous-tend que le cadre institutionnel étatique est en France un passage obligé pour une pleine reconnaissance publique, alors que dans d'autres pays se développent de nombreux lieux de mémoire animés par des groupes érigés en institutions indépendantes. Se pose donc la question de la possibilité de travailler dans un cadre institutionnel, sans altération de son propre point de vue, dans la forme comme dans le fond. Si en 1984, IM'média a pu gérer en toute autonomie un espace intitulé «Révoltes positives, un patrimoine commun» dans le cadre plus large de l'exposition *Les enfants de l'immigration* à Beaubourg, c'était dans un contexte de convergences fortes au niveau national du mouvement «beur».

Depuis, les institutions d'Etat manifestent en France une volonté de reprise en main qui rogne les espaces de contre-pouvoir. Si elles s'ouvrent enfin à l'histoire de l'immigration ou à celle de la colonisation, leur objectif est avant tout l'incorporation dans le récit national magnifié de l'histoire de France. Aussi soutiennent-elles de grosses productions, comme *Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin* (1997), de Yamina Benguigui, ou *Indigènes* (2006), de Rachid Bouchareb. Le lancement très médiatique de ce film sur la participation des soldats d'Afrique à la Libération- et les tirades géniales de Jamel Debbouze à Cannes («Je remercie Michel Poniatowski pour la carte de séjour. Sans lui, mon père n'aurait pas pu entrer en France») - laissent à penser qu'il y a encore des marges de manœuvre, qu'il est possible de jouer le système, de jouer avec le système, quitte à faire mine de lui prêter allégeance. Mais celui-ci, en retour, joue aussi avec cette médiatisation pour faire passer sa politique des petits pas vers la «revalorisation» des pensions des anciens combattants des colonies et, plus généralement, vers la reconnaissance de l'apport de l'immigration. C'est dans des «petits» médias organiques, dévoués aux luttes sans nécessairement être de simples porte-voix propagandistes, que l'on peut trouver un décryptage de cette politique qui, si elle affiche une volonté de réparer quelques injustices par trop criantes, tergiverse sans cesse avec le principe d'égalité pleine et entière des droits. D'où, à notre sens, la nécessité pour les militants de reconsidérer le rôle aiguillon de ces médias dits «marginiaux», de s'en emparer comme réels instruments de lutte et comme lieux potentiels d'élaboration d'une mémoire collective digne de ce nom. Faute de quoi, les aspirations collectives risquent fort de se retrouver noyées par l'émotion et les bons sentiments, voire par une privatisation de la mémoire inscrite, en creux, dans le mieux-disant médiatique et la frénésie mémorielle ambiante.



(Photo : Joël Volson/Agence Im'Média.)

Génériques, animée par des anciens du MTA (Mouvement des travailleurs arabes) et de *Sans Frontière*, journal fait «par et pour les immigrés» au tournant des années 70/80. Génériques, qui a produit en 1989 une remarquable exposition sur la presse des étrangers en France, mène un long travail d'inventaire des sources et milite pour la valorisation des fonds personnels ou associatifs. Pour éviter leur détérioration et pour les rendre accessibles au public, l'association conseille vivement de déposer ces fonds dans des institutions comme la BDIC à Nanterre. Instigatrice d'un projet de Musée de l'immigration, elle participe aussi à la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, présidée par Jacques Toubon (CNHI, ouverture prévue au printemps 2007), et relaie des appels à collecte d'objets et de documents d'archives qui abordent les thèmes suivants : le départ, le voyage vers la France, le passage

RAFFLES

OCCUPATIONS

EXPULSIONS

RACISME

ASSEZ !

مكفي من العنصرية والقمع البوليسي !



- Chomage et licenciements
- Raffles dans le métro contre les immigrés et les jeunes
- Occupation policière des quartiers populaires et des usines en lutte
- Expulsions des immigrés qui demandent leurs droits de travailleurs et leur dignité d'hommes
- Agressions et crimes racistes des fascistes et des flics dans les quartiers comme au café "le Thélème" à Saint-Germain

نظال حتى النصر ضد العنصريين !

Par le chômage, la répression, la peur, les crimes, ils veulent nous réduire à merci.
Nous ne sommes pas des esclaves.
A chaque exaction, nous riposterons.

Les Anti-Racistes

DES TRAVAILLEURS ARABES

Origines

À / CONTRÔLÉES

3^e édition



Débat
Slam
Musique
Colloque
Stand-up
Film

du **5** au **10**
décembre **2006**
Salle de la Mounède
de Toulouse
et le **6**
décembre
au **Zénith**

tactik collectif www.origines-controlees.org

une seule tactique : le collectif

OC, Slam



Chicago, dans les années 80. Un homme, Marc Smith, défie la poésie en en faisant claquer la langue dans un club de jazz, le «Green Mill». Claquer le public d'une performance poétique. L'idée est simple. Le dispositif allégé. Poètes en tout genre confrontent leur texte devant un public à la fois juge et partie.

Les sessions Slam sont nées. Agrémentées de règles minimalistes, elles se font tribunes de libre expression poétique. Elles sont de véritables scènes poétiques ouvertes mélangeant les genres et les inspirations. Les rencontres Slam donnent la possibilité à chacun de s'exprimer sans discrimination. Hommes comme femmes, jeunes ou moins jeunes, slameurs chevronnés et débutants... s'affrontent dans de véritables joutes oratoires.

Les poètes sont libres de travailler sur n'importe quel sujet et dans n'importe quel style. Leur performance, le plus souvent jugée à l'applaudimètre, repose sur le texte et la relation avec le public.

Le Slam est un art collectif, oratoire et acoustique. Collectif, car de tous, poètes comme public, dépend la réussite d'une session ; oratoire car le texte même s'il procède souvent d'une écriture préalable peut être improvisé, lu, récité ou encore chanté... et acoustique car la seule musicalité autorisée est celle du texte !

Le Slam est souvent défini comme étant une poésie urbaine. Certainement en raison de sa proximité avec le rap et les thèmes qu'il exploite, et son lieu d'émergence : la rue. Il est avant tout un art d'expression populaire. De la rue aux lieux publics en tous genres, le Slam connaît un véritable engouement, et est certainement la forme la plus vivante et actuelle de la poésie contemporaine. Depuis plus de vingt ans, les scènes Slam renouvellent les espaces poétiques loin des cercles littéraires. Et si aujourd'hui le Slam pénètre les institutions par le biais des ateliers d'écriture, c'est toujours animé de la même ambition : outil de démocratisation au service de la performance poétique.

Les sessions Slam sont tout autant un festival du verbe qu'espaces démocratiques. La parole circule librement, et le temps d'une expression scénique, elle est mise à nue face à un auditoire qui peut faire l'épreuve d'une écoute, d'une ouverture d'esprit tant sur des joies et des souffrances, que sur des airs politiques ou encore une versification des plus classique...

Elles sont aussi la chance pour de jeunes artistes de se faire connaître, de rencontrer comme d'éprouver un public critique. Mais elles sont avant toute chose de véritables moments de plaisir avec les mots et l'humain.

Quelles sont les règles ?

Les sessions Slam sont des lieux ouverts à toutes et à tous, toutes sensibilités artistiques et tous âges y sont chaleureusement conviés. L'entrée est le plus souvent libre.

Chaque personne présente est libre de s'inscrire et de monter sur scène proposer un texte à la condition qu'il en soit l'auteur.

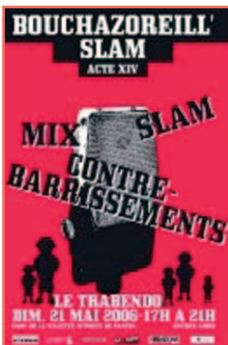
Les poètes peuvent traiter n'importe quel sujet, dans n'importe quel style. Toutefois, lors de tournois, les thèmes peuvent être imposés.

Les textes doivent être dits *a capella*, et l'interprétation procédée d'aucun artifice (déco, costumes et autres accessoires).

Les textes ne doivent pas excéder 3 minutes même s'il est admis d'aller jusqu'à 5.

Lors des scènes ouvertes, il existe une règle tacite selon laquelle «un texte dit = un verre offert».

Un présentateur anime la scène : il annonce les slameurs, rythme la session et veille à l'équité de la parole. Il fait une place de premier choix au public, il n'a de cesse de le solliciter. En effet, toujours invité à participer, le public est partie prenante de la scène slam, il en est le juge et l'arbitre.



Quelques sites :

<http://www.planeteslam.com/>
<http://www.generationslam.com/>

Bouchazoreill'slam :
<http://www.kolektifalambik.net/>

Spoke Orkestra :
<http://www.spokevousparle.com/>
 - D' de Kabal : <http://www.d2kabal.com/>
 - Félix J :
 - Nada :

Collectif le Cercle des poètes sans instru :
 - Collectif 129H : www.129h.com
 Rouda : <http://rouda.hautetfort.com/>
 Grand Corps Malade :
<http://www.grandcorpsmalade.com/menu.htm>
 - Droopy et Techa :
<http://droopeetecha.hautetfort.com/>
 - John Pucc Chocolat

D' DE KABAL 2006.

ANCETRES

REFRAIN : C'est un hymne à nos ancêtres, les esclaves, entravés, humiliés, tués à la tâche. C'est une prière pour nos pères, et nos mères, pour notre Histoire, celle qu'on nie, qui marque nos chairs.

Moun la ka pléré, nous sommes toujours prisonniers, nous errons l'âme en souffrance, nous refoulons le Passé. Nous nous sommes fabriqués un devenir imposé, nous sommes un peuple tout entier à nous auto mutiler. Demandez-vous qui voudrait bien d'un nègre pour ancêtre, demandez-vous quelle est la valeur d'une peau que l'on fouette. Si les tiens se sont érigés par les batailles et les conquêtes, note que les miens ont été élevés et dressés comme des bêtes. Alors que faire d'un patrimoine aussi encombrant, que dire de nos aïeux qui auraient tout donné pour être blancs ? Les questions se soulèvent comme une plaque recouvrant les égouts, laissant derrière elles des effluves nauséabonds de plaies larges que l'on recoud. Nous sommes recouvert d'une pâte visqueuse, qui a les propriétés du ciment, nos mouvements, déjà faibles, vont désormais en s'amenuisant. Chaque peuple a besoin de s'affilier à une Histoire, une lignée. Les traces sur la chair de nos pères, nous avons tenté de les oublier.

Qui peut nous blâmer ? Comment se voir dans la glace ? Comment s'échapper des mailles étroites de la nasse ? Qui de nous est sauvé, est apte à se faire une place ? Si nous faisons de notre passé une geôle, nos anciens deviennent une menace. Une menace à notre concept d'intégration, un prisme qui modifierait irrémédiablement notre vision. Nous ferait prendre connaissance de l'épais brouillard dans lequel nous perdons..., Nos bases, notre chemin, les éléments fondateurs de notre civilisation. Quelle est l'origine de ce mal-être que je ressens au fond de mon âme ? Nier l'existence de ses ancêtres, n'est-ce pas comme vivre sous la dépendance de la came ? Le genre de saloperie qui vous fait totalement oublier qui et ce que vous êtes. C'est changer le statut de l'esclave en le faisant changer de maître. M'auto proclamer «affranchi» fera-t-il taire les cris qui me hantent le soir ? Les questions me submergent, ma conscience se fait parchemin et buvard. Si le sang est notre encre, réécrivons notre mythe en écoutant la douleur de nos boyaux qui se tordent, là dans notre ventre.

Puisque les miens n'étaient rien, pourquoi me plaindrais-je de ce que j'endure dans mon quotidien ? Pourquoi ne pas se contenter de ce que j'ai en mains ? Pourquoi à mon désordre interne je ne peux répondre que par l'interrogative ? Comment ne pas comprendre qu'en gommant notre tracé c'est d'un futur qu'on se prive ? Quel est le fil qui me relie à mes semblables ? Pourquoi notre unité ne reste qu'un hologramme impalpable ? Quand on a isolé chaque individu d'un groupe de gens, en dissolvant ce qu'ils avaient en commun. Quand on a broyé les liens du sang, on obtient un peuple sans projections ni lendemains. Qui peut assumer un cheminement aussi douloureux ? Comment se dresser et affronter l'autre, son jugement et ses yeux ? Le seul qui peut porter ton sac, c'est toi, tu es le descendant des rois les plus braves. Quel autre sacre pour ceux qui ont survécu au commerce des esclaves ? Ne cherche plus, ton patrimoine est là, au fond de tes tripes, je sais que tu le sais depuis tout petit, que tu as toujours voulu savoir notre récit, de quelle couleur il était écrit. Et bien, ouvre toi, redresse toi, respire profondément et... lis.